Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi **N° 12 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE** **14 FEVRIER 1968** **PRIX : 1 F**

BANQUES

Après la grève de 24 h du 5 février

(Voir page 6)

HONNEUR AUX COMBATTANTS VIETNAMIENS

VOILA près de quinze jours que le F.N.L. s'est lancé à l'assaut des villes. Près de quinze jours que les marines américains essaient de dégager Saïgon et Hué. Quinze jours que le drapeau du Front flotte sur des bâtiments officiels. Et que ni les bombardements, ni les mitraillages, ni le napalm, ne viennent à bout de la résistance des combattants vietnamiens.

Selon les estimations américaines, les pertes vietcong se montent à plusieurs dizaines de milliers de morts. Mais les quartiers investis ne se rendent pas. Mais, selon les journalistes occidentaux eux-mêmes, de nouveaux combattants levés sur place dans la population des villes, viennent relayer les guérilleros abattus. Mais les soldats F.N.L. sont « comme chez eux » dans les quartiers populaires et ils n'ont pas à craindre qu'on leur tire dans le dos.

Et les soldats américains, pour ne plus avoir à se battre maison par maison, étage par étage, bombardent systématiquement les quartiers populaires où se sont établis les guérilleros. Des villes sont entièrement rasées, des quartiers flambent et les civils sont mitraillés dans les rues par les hélicoptères U.S.

« Nous n'avons pas le choix », a déclaré le général Westmoreland. Et c'est vrai. Les Américains ne peuvent plus tenir les villes qu'au prix de la guerre totale, la guerre qui ne connait ni civils, ni prisonniers.

Il est encore trop tôt pour savoir l'issue des combats, pour savoir si le soulèvement général des villes s'est soldé par un échec ou par une victoire. Comme nul ne peut savoir si l'attaque des villes par les combattants F.N.L. était une répétition générale ou l'assaut final. Mais une chose est certaine : le Vietcong a fait la preuve qu'il pouvait, quand il le voulait, comme il le voulait, là où il le voulait, s'introduire et frapper au cœur même des cités contrôlées par les Américains. Il a montré qu'il pouvait prendre l'initiative et même l'offensive. Il a montré qu'il pouvait tenir et que les Américains n'étaient pas maitres de la situation et de son évolution. C'est considérable. D'ores et déjà, les désertions se multiplient dans l'armée sud-vietnamienne, alliée officielle des U.S.A., le tiers des effectifs se serait volatilisé.

Non seulement la fiction d'un Vietnam du Sud appelant à l'aide son grand allié U.S. a volé en éclat sous les coups de boutoir du Front, mais ce qui restait d'illusions possibles brûle aujourd'hui avec les quartiers bombardés et les civils « alliés » assassinés. Mais, et c'est le plus important, car cela risque d'être décisif, les organes de l'Etat sud-vietnamien eux-mêmes, armée, administrateurs et personnel politique s'interrogent et hésitent, ou commencent à hésiter.

Si cette évolution se confirme, alors, les Américains devront reculer et accuser la défaite. Car s'ils ont assez d'hommes et de matériel pour se maintenir dans la capitale, il leur faudrait un effort bien plus considérable et sans cesse renouvelé pour se maintenir dans toutes les villes du Sud-Vietnam. Si 500 000 hommes ne suffisent pas à maitriser quelques milliers de « guérilleros », alors quels effectifs permettraient à l'impérialisme U.S. de tenir contre toute la population paysanne et urbaine du pays ?

Cela ne serait pas la paix. Car il semble hors de question que l'impérialisme U.S. choisisse de quitter le Vietnam et de reculer. Il a la possibilité matérielle et humaine de tenir quelques places fortes attestant la présence de l'impérialisme U.S. au Sud-Vietnam envers et contre celui-ci, et de maintenir une véritable machine de guerre aux portes de l'Asie. Mais ce serait quand même pour lui une défaite considérable.

Et même si demain le F.N.L. doit abandonner les villes, même si les combattants doivent reprendre les maquis et laisser leurs morts, ils laisseront aussi derrière eux des ferments d'espoir et de violence et, chez l'armée d'invasion, un tel dégoût d'elle-même que, même sur un vaste cimetière, elle ne pourrait trouver la quiétude et le repos et surtout ne pourrait pardonner à ses propres dirigeants les crimes qu'ils lui ont fait commettre.

Michèle TOURNY.

Des milliers n'ont pas pu fuir

(Photo U.P.I.)

GENOCIDE

Au Vietnam, les Américains massacrent un peuple

(Voir page 3)

LE PROCÈS DE 19 MILITANTS GUADELOUPEENS

Le 23 février, manifestons notre solidarité

(Voir page 4)

IMPOTS

Quand on nous explique qu'on nous vole pour notre bien

(Voir page 6)

Les jeux olympiques d'hiver

Une remarquable entreprise commerciale

(Voir page 8)

Un des dessous de la politique étrangère gaulliste

L'impérialisme français bien placé dans la course au pétrole irakien

SI la venue du chef d'Etat irakien, le général Aref, à Paris et les projets de livraison d'armes envisagés par le gouvernement français ont soulevé une vive émotion dans les milieux kurdes (Aref commanderait 54 avions de différents types « Mirage », des auto-mitrailleuses et éventuellement des chars de type A.M.X.-13), les buts de cette visite illustrent à la fois la politique de l'impérialisme français au Moyen-Orient et celle de la dictature militaire en place à Bagdad.

L'Irak est un bon exemple de ce que le Parti communiste appelle « les aspects positifs de la politique extérieure du gaullisme ».

Depuis quelques années, l'impérialisme français tente, dans la faible mesure de ses moyens, de supplanter les autres impérialismes de certaines régions du globe.

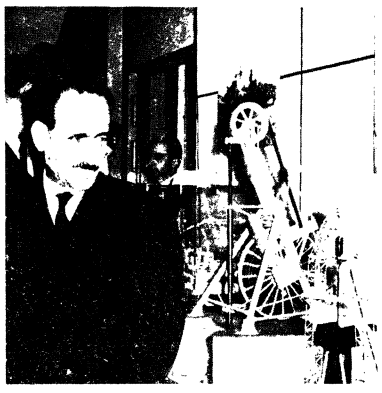
Après l'affrontement, fin 1966, entre le gouvernement Aref et l'Irak Petroleum Company, trust pétrolier aux mains des Anglo-Américains, c'est un organisme français (le groupe ELF) qui tente de reprendre la succession et, de ce faire attribuer certaines concessions laissées vacantes par l'I.P.C. (notamment les gisements de Roumeila). Quant au régime au pouvoir à Bagdad, il pratique une politique classique de certaines dictatures militaro-policières du Tiers-Monde : s'allier à un impérialisme contre l'autre.

Amené au pouvoir par un coup d'Etat en février 1963, le maréchal Abdel Salan Aref, frère de l'actuel chef d'Etat, organise des massacres sanglants de tous les éléments de gauche irakiens. En même temps, il reprend la lutte contre le peuple kurde qui, depuis de longues années, réclame son autonomie. Dans une interview donnée au journal « Jeune Afrique » en septembre 1963, le maréchal Aref affirmait à propos des Occidentaux : « Nous faisons en effet confiance aux Américains et aux Anglais ». D'une manière générale, nous voulons être bien « avec tout le monde ».

Après la disparition du maréchal dans un accident d'avion en avril 1966, c'est son frère, le général Abdel Rahman Aref, qui le remplaça à la tête de l'Etat irakien. Il ne reconnut aucune revendication des Kurdes et ceux-ci restent sur le pied de guerre.

Mais à propos de royalties que l'I.P.C. refusait de payer, il commença à prendre ses distances par rapport aux Anglo-Américains et s'attaqua à l'I.P.C. à qui il retira la possibilité d'exploiter de nouvelles concessions pétrolières dans le pays.

Mais, strictement limité aux Anglo-Américains, l'« anti-impérialisme » de Bagdad s'accommode fort bien des visées et des intérêts pétroliers que l'impérialisme français, qui entre les deux guerres exerça une répression constante contre les peuples syriens et libanais qu'il dominait en tant que « puissance mandataire », développe dans la région.



Aref, lors de sa visite symbolique à l'institut du pétrole à Paris.
(Poto A.F.P.)

Mais vis-à-vis du peuple irakien, l'anti-impérialisme d'Aref a fait long feu, même si lors de l'opposition à l'I.P.C., il put, entretenant certaines illusions, susciter un courant de sympathie dans la population.

Aujourd'hui, toute la gauche irakienne, dont les militants sont soit clandestins, soit en exil, soit en prison, est convaincue que les armes que livrera de Gaulle ne serviront qu'à réprimer tout mouvement d'opposition en Irak même et, en premier lieu, à tenter d'écraser les formations de partisans kurdes. Mais l'histoire de ces dernières années l'a montré, il est douteux qu'il y parvienne.

L. STERN.

Aref et la lutte des kurdes

ALORS qu'il était président de la République, le maréchal Aref déclarait à propos des kurdes et de leur lutte : ... « il n'y a pas plus de guerre que de problème kurde. Il n'y a que quelques brigands qui se manifestent de temps en temps » (Jeune Afrique sept. 1963). De ce point de vue Aref reprenait l'attitude que le général Kassem avait adoptée avant lui vis-à-vis du peuple Kurde.

Formé de dix millions d'habitants répartis sur un territoire de 500.000 km2 divisé entre cinq Etats (Irak, Syrie, Turquie, Iran et Union soviétique) le pluple kurde lutte depuis le début du 19e siècle pour son unité et son indépendance. Tous les régimes au Moyen-Orien, qu'ils se qualifient ou non de révolutionnaires, ont toujours refusé d'accorder aux Kurdes leur autonomie. Pire, ceux-ci sont l'objet de brimades continuelles.

En Syrie, considérée par certains comme le régime le plus « progressiste » des pays arabes, plus de 100.000 paysans kurdes se sont vue privés de la nationalité syrienne. En outre, certains sont « déplacés », dans le cadre d'un « plan d'arabisation » forcée des villages kurdes proches de la frontière turque. Beaucoup se sont vus écartés du bénéfice de la réforme agraire.

— En Turquie, publication le 25 janvier 1967 d'un décret interdisant toute publication en langue kurde.

— En Iran, arrestations massives de militants du parti démocratique du kurdestan iranien.

— En Irak, le leader Moustapha Barzani a soulevé de nouveau les kurdes contre Kassem en 1961 après que celui-ci eut refusé de reconnaître leur revendication d'autonomie.

Le gouvernement irakien nie l'existence nationale du peuple kurde qu'il assimile au peuple arabe. Le gouvernement turc fait de même en parlant nom de kurdes mais de « Turcs des montagnes ». Quant au Shah d'Iran il ne connait que de « vieux iraniens » habitant le Kurdistan iranien.

Si après la mort de son frère le général Aref n'a pu faute de moyens reprendre la lutte contre les Kurdes, ceux-ci craignent à juste titre, que les armes fournies par De Gaulle lui permettent de lancer de nouveaux assauts contre les populations du Kurdistan.

Communiqué du Comité de Solidarité à la Révolution Kurde

REPONDANT à un appel lancé par le Comité de Solidarité à la Révolution Kurde (C.S.R.K.) plusieurs dizaines de personnes (à qui s'étaient jointes les délégations envoyées par différentes organisations de gauche) se sont rassemblées jeudi 8 février place de l'Hôtel-de-Ville, à 12 h 15, lors de l'arrivée du Général Aref à l'Hôtel de Ville, brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Pas d'armes aux oppresseurs du peuple kurde ! » « Kurdistan Libre ! »...

Des tracts dénonçant la politique des trusts pétroliers en Irak et le projet de vente d'armes du gouvernement français au régime irakien ont également été distribués aux passants. Les banderoles, aussitôt brandies, ont été arrachées par la police. Quatre militants du C.S.R.K. ont été arrêtés pour distribution de tracts et conduits au commissariat de police de Saint-Merri (4e) pour vérification d'identité et relâchés après une garde à vue de 6 heures...

ISRAEL : La campagne de solidarité avec les emprisonnés politiques doit se poursuivre

ALORS que l'on apprenait de source officielle la détention de mille membres de l'organisation arabe israélienne « El Ard », le journal israélien pro-gouvernemental « Maariv » du 25 janvier s'élevait contre « la presse française qui continue de décrire en couleurs sombres la situation « des arabes sous l'occupation d'Israël » et, poursuivait « Maariv » :

Dans cette direction la presse française est servie par l'organisation des étudiants israëliens d'extrême gauche « Matzpen », qui a fait publier hier dans le journal parisien « Le Monde » une lettre de protestation contre l'arrestation du secrétaire du Comité des Etudiants Arabes de l'Université Hébraïque de Jérusalem, Khalil Touame, accusé d'avoir hébergé un homme d'El Fatah.

... L'hebdomadaire « Le Nouvel observateur » consacre un long article à la description de ce qu'il considère comme une intensification des actes de terrorisme contre Israël, contrairement à l'appréciation de tous les dirigeants israëliens, ces derniers mois après la guerre des « six jours ». Selon l'hebdomadaire « le cycle vicieux d'actions de terrorisme d'un côté, et de la repression de l'autre côté s'intensifie de plus en plus ».

Si la campagne de protestations contre l'arrestation de Khalil Touamé, secrétaire du Comité des Etudiants Arabes de Jérusalem et militant de l'organisation « Matzpen », gêne les autorités israéliennes, c'est que celles-ci étaient persuadées que personnes ne protesterait contre l'arrestation de militants arabes, une partie importante de la gauche ayant pris fait et cause pour l'Etat hébreu en juin dernier.

Partant du cas Touamé, les protestations contestent tout le système répressif mis au point par le gouvernement israélien contre la population arabe. Nous publions ici des extraits d'une lettre adressée à l'Ambassadeur d'Israël à Paris par le professeur Maxime Rodinson, de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, spécialiste de la civilisation arabe.

D'autre part, le professeur Bettelheim a envoyé, lui aussi, une lettre de protestation et, de son côté, le Comité Bertrand Russel a pris l'affaire en mains.

Notre journal a fait parvenir également une lettre à l'Ambassade dans laquelle il se solidarise des militants arabes emprisonnés. De plus, des avocats français ont accepté de défendre les militants arabes non-israëliens (la loi ne permet pas à des avocats étrangers de défendre les arabes israëliens) détenus par les autorités de Tel-Aviv et ont déjà reçu l'agrément d'un grand nombre de familles. Contre le mur du silence dressé par les sionistes et leurs amis politiques « de gauche » sur la situation des militants arabes emprisonnés, la campagne doit se poursuivre.

EXTRAIT DE LA LETTRE

« Je n'ai pas l'intention de juger ici de l'exactitude de ces accusations (que je n'ai aucun moyen de contrôler) ni de la validité de l'action judiciaire entreprise en vertu des lois d'urgence du mandat britannique édictées en 1945. La question de la légitimité de la Résistance arabe n'est peut-être pas en cause dans cette affaire et, en tous cas, aucun accord général ne peut évidemment être obtenu sur ce point.

« Pourtant il paraît certain que l'arrestation et le jugement de Khalil Touame ont soulevé une certaine émotion dans la communauté juive d'Israël elle-même où certains ont mis en question le caractère réel de l'accusation, soupçonnant le gouvernement israélien (ou les autorités militaires) de vouloir décapiter la gauche socialiste arabe. Il est peut-être utile d'insister sur le tort que causerait à la réputation israélienne un procès qu'on pourrait soupçonner d'être une opération politique camoufle sous l'aspect d'un acte de défense sur le plan militaire. De toute façon, la nature des accusations portées elle-même ne justifie aucunement la privation ou la limitation des droits de la défense non plus que de la publicité du procès. Un huis clos ne pourrait que renforcer les suspicions. D'autre part, on pourrait légitimement reprendre toute l'argumentation qui fut celle du Yishouv contre les actes de l'administration militaire britannique. »

Maxime RODINSON.

Le 30 janvier 1968.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 11 MARS 1968
Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

AU VIETNAM, L'IMPERIALISME AMERICAIN PREPARE-T-IL LA 3e GUERRE MONDIALE ?

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

Abonnements ordinaires : 6 mois 15 F - 1 an 25 F
Abonnements de soutien : 6 mois 30 F - 1 an 50 F
Envoyer les fonds au nom de Maurice SCHROEDT - C.C.P. PARIS 9424-78.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, **le jeudi, 17 h 30 à 19 h.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro ». (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 18 h à 19 h 30.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**
— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**
— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**
— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », **place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Au « Bon Accueil » (J. Jacquet), 6, rue Saint-Etienne, **tous les vendredis de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **tous les jeudis de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le vendredi 16 février de 12 h à 13 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

Guerre du Vietnam et guerre mondiale

MALGRE son extraordinaire puissance technique, matérielle, logistique, malgré sa féroce détermination de vaincre, fût-ce au prix d'un génocide, l'armée américaine n'a pas réussi à reprendre complètement le contrôle des villes sud-vietnamiennes. Si les tonnes de bombes et de napalm déversées approfondissent jour après jour les souffrances du peuple vietnamien, si l'action « pacificatrice » d'une armée d'un demi-million d'hommes laisse des marques indélébiles dans les champs dévastés, les routes déchiquetées et les villes rasées, la répression forge plus de nouveaux combattants qu'elle ne peut en abattre. L'armée U.S. ne laisse plus, ne peut plus laisser, à chaque vietnamien le choix qu'entre deux façons de mourir : en victime passive ou en combattant décidé. Et la sanglante férocité de l'impérialisme, au lieu de la rapprocher de la victoire, l'en éloigne sans retour.

Les rodomontades des généraux, l'ardeur belliqueuse et l'optimisme forcé des chefs politiques ne peuvent pas masquer le fait que l'impérialisme américain est en train d'essuyer au Vietnam une cuisante défaite. Une défaite dont les implications dépassent les limites du Vietnam lui-même.

Si le combat du peuple vietnamien est le point de mire de l'actualité politique, c'est, surtout, parce que nul ne peut rester indifférent devant cet affrontement qui oppose un petit peuple au plus puissant impérialisme de tous les temps. Mais c'est aussi parce que chacun sait, ou sent, que la guerre du Vietnam n'est pas une simple guerre locale ; elle débouche ou peut déboucher sur un conflit plus général, contre la Chine d'abord et, immanquablement, contre l'U.R.S.S. ensuite. En ce sens, la guerre du Vietnam n'est pas encore la guerre mondiale, elle en est peut-être le prologue et, certainement, le terrain d'essai. C'est pourquoi, si l'offensive du F.N.L. dans les villes modifie considérablement le rapport de forces au Vietnam même, elle n'est pas sans effet, tant s'en faut, sur le rapport de forces à l'échelle du monde. Encore faut-il mesurer cette influence à sa juste valeur.

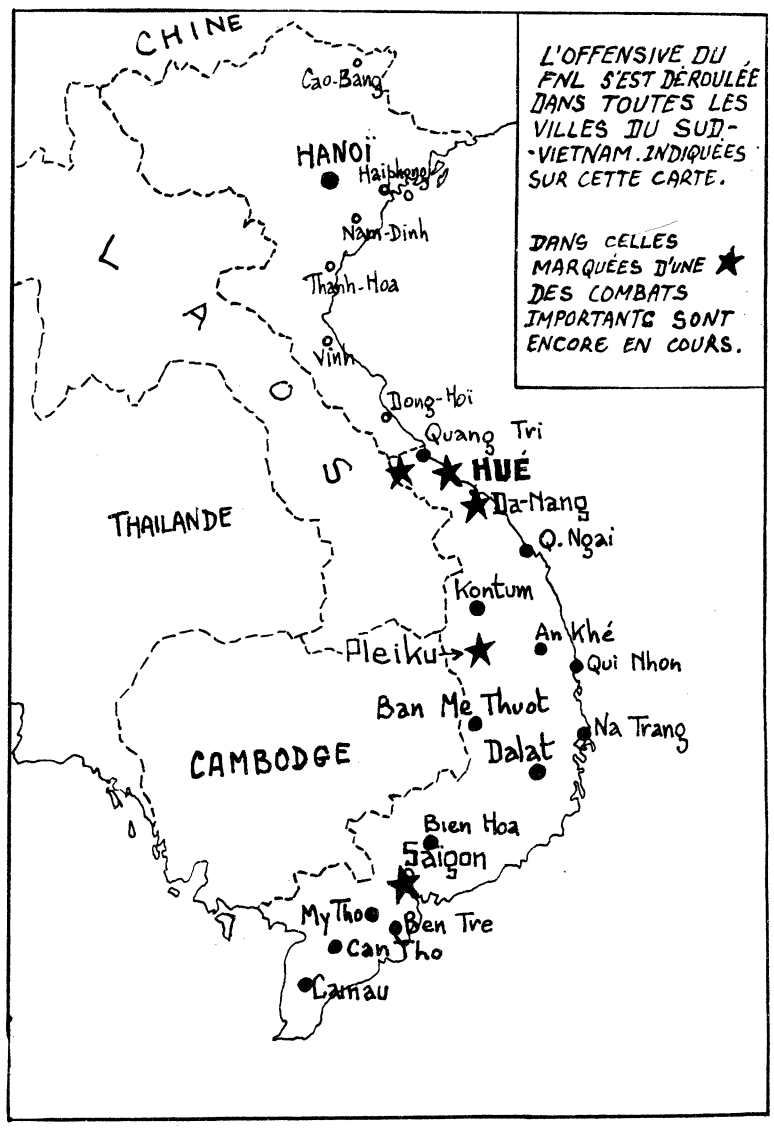
Il est en effet impossible de comprendre et d'interpréter l'effort de guerre américain au Sud-Vietnam, sans le placer dans une perspective plus générale qui débouche en fin de compte sur la guerre mondiale. Ni l'intérêt économique du Vietnam, ni même son intérêt militaire ou stratégique ne justifie l'acharnement des troupes U.S. alors que, manifestement, elles sont incapables de remporter une victoire décisive sur le terrain. Si les dirigeants américains jugeaient et agissaient en fonction des critères propres à une guerre coloniale classique, ils auraient pu chercher, et sans doute trouver, une solution négociée à l'instar de l'impérialisme français à Genève ou à Evian.

L'acharnement américain au Vietnam prouve d'une part que ce n'est pas seulement pour le contrôle de ce pays que les troupes U.S. s'y battent, mais prouve également que le lien entre la guerre du Vietnam et la future guerre mondiale n'est pas là où le voit une partie de la presse de gauche. Celle-ci dénonça en son temps l'escalade américaine contre le Nord comme chargée de menace pour la paix du monde. En fait, ce n'est pas la logique de la guerre au Sud-Vietnam qui peut, d'escalade en escalade, amener les dirigeants américains à porter la guerre au Nord, puis en Chine, puis en U.R.S.S., du moins sans qu'ils le veuillent expressément.

Ce n'est pas parce qu'il s'acharne « de trop » sur le Vietnam que l'impérialisme américain sera contraint par la force des événements de se battre contre la Chine, mais c'est au contraire parce qu'il envisage dans un avenir plus ou moins proche de se battre contre la Chine et l'U.R.S.S. qu'il s'acharne au Vietnam. Autrement dit, l'attitude américaine au Sud-Vietnam est la preuve que Washington se place dans une perspective de guerre, mais les raisons de cette attitude ne se trouvent pas au Vietnam.

Chercher les raisons du danger de guerre mondiale dans l'intransigeance américaine au Vietnam (ou dans l'audace du F.N.L. de vouloir se passer des bienfaits du monde libre, comme le prétend la droite) procède — toutes proportions gardées et compte tenu des différences — du même type de raisonnement que celui consistant à expliquer la première guerre mondiale par « l'irresponsable » attentat de Sarajevo ou par l'attitude intransigeante de l'Autriche contre la Serbie à la suite de cet attentat.

L'impérialisme mondial et son chef de file, l'impérialisme américain, savent qu'un jour ou l'autre il leur faudra en découdre avec l'U.R.S.S. et la Chine. Le danger de guerre mondiale réside dans ce fait. Apparemment, Washington estime la perspective de cette guerre suffisamment proche pour y préparer moralement son peuple et matériellement son armée. Les U.S.A. se maintiennent au Vietnam non pour l'intérêt que présente pour eux ce pays, mais pour y roder leurs hommes, leurs matériels et, en même temps, pour renforcer le rôle de l'Etat-Major au sein de la société américaine elle-même.



A la différence d'avant Sarajevo cependant, aucun mécanisme automatique n'est encore déclenché. Il n'était au pouvoir de quiconque, et certainement pas en celui des protagonistes, d'empêcher la guerre de se déclencher à brève échéance en 1912 ou en 1938. Pour l'heure, l'impérialisme américain est, par contre, encore maître du processus. Celui-ci est-il déjà en marche ? La guerre du Vietnam le fait craindre, mais ce n'est pas une certitude : l'impérialisme U.S. est maître du déroulement des événements, il peut reculer et il ne dépend que de lui de porter la guerre plus loin. Il n'a à craindre d'attaque ni de la Chine, ni de l'U.R.S.S. De plus, pour le moment, aucune situation économique catastrophique ne le contraint à fuir en avant dans la guerre.

Quelle est, dans ces conditions, la portée des succès du F.N.L. ?

Des bonnes âmes — parfois de gauche — déplorent que l'Armée de Libération Vietnamienne « envenime » la situation et « force » les Américains à de nouveaux pas en avant dans l'escalade et, de ce fait, contribuent à accroître le danger de guerre pour le monde. Outre l'hypocrisie de l'argumentation, y a-t-il un grain de vérité dans cette affirmation ?

Les causes premières de la guerre résident dans la nature même de l'impérialisme, dont l'économie nécessite la guerre, périodiquement, pour surmonter les contradictions de son économie. Les causes premières d'une guerre mondiale se rencontreront donc aux U.S.A. principalement.

Pour le moment, l'impérialisme U.S. n'est pas dans une situation économique et politique où la guerre mondiale serait pour lui la seule issue.

La situation au Vietnam peut l'amener, pour ne pas perdre la face en même temps que la guerre, à porter les opérations militaires au Nord-Vietnam. Mais aucune offensive du F.N.L. ne peut amener les dirigeants américains à engager, dans les circonstances actuelles le monde dans une guerre qui provoquerait immédiatement des remous gigantesques dans les peuples et en premier lieu le leur.

Mais au contraire, l'héroïque résistance du peuple vietnamien peut-elle arrêter la marche du monde vers la guerre, peut-elle constituer un obstacle à la généralisation de celle-ci ?

Certes, non. L'éventualité de la guerre mondiale ne se règle pas au Vietnam, mais aux Etats-Unis, en Europe, au Japon. Il ne suffit pas que pour les U.S.A. la guerre mondiale soit nécessaire, il faudra encore qu'elle soit possible. Et pour cela il faudra que l'impérialisme U.S. parvienne à enrôler sous sa bannière les peuples des autres pays impérialistes et, en particulier, leur prolétariat, soit en le brisant, soit encore par la complicité de ses organisations. S'il y parvient, rien ne pourra alors arrêter un nouvel affrontement mondial. Quelle que soit la situation militaire au Vietnam, les U.S.A. pourront faire la guerre et, aussi, la faire faire par leurs alliés, par le Japon essentiellement, dans la mesure où le conflit se déclencherait dans un premier temps contre la Chine.

La seule force susceptible d'enrayer le danger d'une croisade anti-soviétique et anti-chinoise de la part des pays impérialistes est le prolétariat des pays impérialistes lui-même. Le peuple vietnamien, malgré son héroïsme, ne peut se charger d'une tâche qui est à la mesure du seul prolétariat des pays impérialistes.

Mais si le peuple vietnamien n'est pas placé là où le sort de la guerre et finalement l'avenir de l'humanité se décident, son exemple peut beaucoup, énormément. Car la guerre généralisée en Extrême-Orient n'est pas possible sans la mobilisation des peuples de l'Extrême-Orient.

Or mobiliser un peuple pour l'envoyer à la boucherie n'est souvent pas chose facile et sans danger pour la bourgeoisie. Mobiliser un peuple, c'est l'encadrer, l'embrigader, certes, mais c'est aussi lui donner des armes. Et pour qu'il accepte de tourner ces armes contre l'adversaire désigné, il faut le convaincre ou le vaincre et ne pas lui laisser de choix.

Or, la férocité de la répression américaine au Vietnam a, depuis longtemps, détruit le conte bleu du monde libre et civilisé se défendant contre les sombres machinations d'un communisme sanguinaire. Et l'offensive victorieuse du F.N.L. est en train de démolir le mythe de l'invincibilité et de la toute puissance américaine. Par ailleurs, si le bombardement de Hanoï a pu montrer aux peuples du Sud-Est Asiatique qu'il est dangereux d'être l'ennemi des Etats-Unis, le bombardement de Saïgon et la destruction de Ben-Tré ont montré qu'il est souvent pire d'être son allié.

Plus est cuisant l'échec de l'impérialisme américain au Vietnam, plus féroce et aveugle la répression, plus difficilement pourra-t-il mobiliser les peuples d'Asie, comme d'ailleurs le sien propre. C'est pourquoi, chaque offensive victorieuse du peuple vietnamien, chaque exemple de courage et d'efficacité qu'il donne contribue à faire reculer le danger de guerre.

G. KALDY.

Au Vietnam les américains massacrent un peuple

DEPUIS longtemps déjà, on savait que c'était à la population vietnamienne tout entière que les U.S.A. faisaient la guerre. Les récits de ratissages des campagnes, d'interrogatoires de « suspects », de bombardements au Sud comme au Nord, en témoignaient suffisamment. C'est en effet que la population tout entière, approuvait, aidait, soutenait les guérilleros.

Mais aujourd'hui, c'est à un véritable génocide que se livre l'armée américaine. Parce que la lutte du peuple vietnamien a gagné en puissance, parce que c'est à une véritable insurrection du Sud Vietnam tout entier que les troupes U.S. doivent faire face, parce que ce ne sont plus seulement les campagnes, mais aussi les villes qui sont ouvertement ennemies et que chaque ruelle, chaque maison, de la plus infime bourgade comme de la capitale, ne peut plus abriter qu'un combattant ou des soutiens pour celui-ci, l'armée impérialiste a choisi de tout raser.

Finie la fiction du pays allié que l'on était venu protéger contre « l'envahisseur communiste ». il n'y a plus d'alliés, il n'y a plus de protégés, il n'y a plus qu'un terrain à tenir ou à reconquérir. Et pour cela il n'y a pas d'autre solution « militaire » que d'en faire d'abord un désert, car là où il y a la population vietnamienne, il n'y a plus maintenant la moindre sécurité pour les soldats américains.

Depuis deux semaines maintenant des quartiers de Saïgon ou de Hué sont journellement bombardés par l'artillerie ou l'aviation américaine, sans pour cela d'ailleurs que l'infanterie ait pu les réoccuper.

Le récit de la destruction de la ville de Ben-Tré qui avait été occupée, comme tant d'autres, par le Vietcong, tel que l'a fait le correspondant américain de l'agence Associated Press, et que la presse française l'a largement reproduit, montre bien l'ampleur de ce massacre généralisé auquel se livre, en ce moment même, le corps expéditionnaire de la première puissance mondiale :

A quel moment doit-on pointer ses canons lourds et utiliser les chasseurs-bombardiers contre sa propre ville ? La réponse à cette question a été donnée dans les premières heures de la bataille.

« Nous ne saurons jamais précisément (quelles sont les pertes civiles. N.D.L.R.) a déclaré un officier américain. De nombreuses familles ont été ensevelies définitivement sous les ruines. »

...Les bombardiers lâchèrent du napalm sur trois kilomètres de quartiers où se trouvaient des maisons couvertes de chaume. Les habitations furent réduites en cendres. Les hélicoptères effectuèrent plusieurs raids sur la place du marché, au centre de la ville, détruisant les murs et transformant les toits en un amas de ferrailles.

...Les quartiers pauvres dans le nord et l'ouest de la ville ont été victimes de tirs. L'artillerie a continué à tirer sur la ville, à partir de la base américaine de Dong-Tam, à quelques kilomètres au nord. « Les seuls endroits qui n'ont pas été touchés sont les locaux des conseillers américains, ceux du chef de province et l'hôpital. Tout le reste a été la cible de l'artillerie », a dit un officier.

Le commandant Chester Brown, qui avait survolé la ville pendant plusieurs heures à bord d'un petit appareil ordonnant les tirs des bombardiers, a déclaré :

Parmi les armes utilisées par les forces américaines et gouvernementales, figurent des bombes de 250 kilogrammes, du napalm, des roquettes, diverses bombes antipersonnel et des obus de 105 à 155 millimètres...

« C'est toujours dommage pour les civils. Dans une confusion générale de cette sorte, les gens ne savent pas où se cacher. Certaines armes que nous utilisons sont des armes pour attaquer une zone en général plutôt que des cibles spécifiques. C'est de cette manière que des gens ont été blessés »...

Cynique ou inconscient, un commandant américain reconnaissait, après ce fait d'arme qu'il avait « fallu détruire la ville pour la sauver ».

Ce n'est pas une ville, c'est le Vietnam tout entier que l'impérialisme américain tente de détruire aujourd'hui.

J. M.

VOIX OUVRIERE

Rédaction - Administration :
29, rue de Chateau-Landon, Paris-10e.

Parution hebdomadaire :
En vente le mercredi.

Prix : 1 F.

Abonnement :
6 mois : 15 F.
1 an 25 F

Abonnement de soutien :
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de

Maurice SCHROEDT
C.C.P. PARIS 9424-78

Imprimerie - Composition
Duhen, rue Philippe-de-Girard Paris-18e

Impr. « Rotoffset », 77-Meaux
Distribué par les N.M.P.P.

ALGER :

Les Etudiants en butte à la dictature

ETUDIANTS en grève, contre un syndicalisme officiel imposé par les autorités, manifestations durement réprimées, arrestations, université fermée, il ne s'agit pas cette fois des étudiants espagnols de Barcelone ou de Madrid, mais des 8 000 étudiants de l'Université d'Alger.

Ces étudiants protestent contre la décision du secrétaire général du F.L.N., Kaïd Ahmed, d'organiser de nouvelles élections « sous le contrôle du Parti », élections qui ont pour but d'éliminer l'actuelle direction du Comité de Section d'Alger.

Lors de la rentrée universitaire de novembre dernier, les étudiants qui manifestèrent contre la politique officielle reçurent de Boumedienne la promesse d'élections libres au sein de leur association. Mais les autorités ont une singulière façon de concevoir la liberté.

La circulaire de Kaïd Ahmed, cause immédiate de la grève, prévoyait des sanctions contre les étudiants qui s'abstiendraient de participer aux élections (suppression des bourses par exemple). D'autre part une commission d'étudiants choisis par le Front pourrait refuser les candidats dont l'action serait jugée contraire à l'intérêt national, ou dont on pourrait établir le lien avec des « forces occultes ». C'est contre cet « embrigadement » que les étudiants algérois ont décidés de faire grève 24 h le vendredi 2 février.

La grève fut totale, les étudiants prouvant par leur participation qu'ils entendaient conserver leurs véritables représentants et non se plier à l'enrégimentement du pouvoir.

Le gouvernement réagit brutalement et des dizaines de chômeurs baptisés « militants du parti » essayèrent de provoquer des incidents pendant un meeting. Ce n'est pas la première fois que les autorités algériennes — qu'elles aient nom Ben Bella, Boumedienne ou Kaïd Ahmed — utilisent pour briser des assemblées hostiles, des commandos de chômeurs supposés venir représenter les sentiments d'une base fidèle au F.L.N... mais à l'Université c'était quand même plus difficile qu'ailleurs de faire passer cela pour un mouvement spontané ! Parallèlement, la police procédait à plusieurs dizaines d'arrestations dont celles de deux responsables du Comité de Section.

Les étudiants décidèrent de continuer leur grève et l'Université fut mise en état de siège. Mardi 6, les étudiants manifestèrent à l'intérieur de l'enceinte de l'Université et à ses abords, rejoints par des lycéens solidaires aux cris de « Liberté syndicale », « Vive la démocratie », « Kaïd démission » et exigèrent la libération des emprisonnés. La police boucla le quartier et réprima la manifestation puis, le soir, investit les locaux universitaires, arrêtant plus de 100 étudiants. Le ministre de l'Education Nationale prenait la décision de fermer l'Université. Le mouvement étudiant, lui, s'étendait au centre universitaire d'Oran et à plusieurs lycées de l'Algérois. Les étudiants sont bien décidés à obtenir gain de cause tant sur la libération des détenus que sur leurs libertés syndicales.

Ces manifestations d'étudiants, qui par rapport aux masses misérables des fellahs ou des chômeurs appartiennent à des catégories privilégiées; témoignent du caractère antidémocratique du régime algérien. La démocratie n'y est même pas possible au niveau des élites !

Un tel aboutissement — la dictature militaro-policière de Boumedienne — était déjà inscrit dans la logique du F.L.N. du temps où il était une organisation de masse luttant pour l'indépendance. Son but était étroitement nationaliste et ne visait qu'à établir un appareil d'Etat bourgeois.

Le F.L.N. se garda toujours bien soigneusement de sa base populaire et dès l'indépendance, le gouvernement anéantit pratiquement les anciennes structures, renvoyant les militants actifs, ne gardant que les fonctionnaires à sa dévotion et brisant l'armée de l'intérieur, s'appuyant exclusivement sur l'armée des frontières qui allait devenir l'armée de métier utilisée contre la population.

Les différents conflits entre dirigeants algériens se réglèrent toujours par le recours à l'armée et aucun des cadres dirigeants éliminés ne fit appel aux masses dont ils avaient peur.

Cela devait conduire à la dictature militaire.

Aujourd'hui l'ensemble de la population algérienne est en tutelle, le F.L.N. devenu parti gouvernemental et réduit à l'état de squelette, contrôle l'administration.

Mais l'armée est la seule force organisée du pays.

Les masses paysannes et ouvrières, qui pendant près de huit ans ont combattu courageusement contre la domination française, n'ont pas vu leurs espoirs de liberté se réaliser avec l'indépendance, et aujourd'hui elles subissent le régime en silence.

Les étudiants relèvent la tête. Ce n'est d'ailleurs pas leur première manifestation, leur première grève. On ne peut prévoir l'issue du conflit actuel mais même s'ils obtiennent demain partiellement satisfaction, cela ne sera que partie remise pour le gouvernement algérien. Une garantie réelle de la liberté de l'individu ne peut être obtenue en Algérie dans le cadre du régime.

Seul, un gouvernement qui serait l'émanation des plus exploités, les ouvriers et les paysans pauvres, peut garantir à toutes les couches de la population, y compris aux étudiants, leurs pleins droits démocratiques.

Sylvie GRENET

Procès de 19 militants guadeloupéens

Le 23 février, manifestons notre solidarité

LE Comité Guadeloupéen d'Aide et de Soutien aux détenus (CO.G.A.SO.D.) nous a fait parvenir la lettre suivante :

Paris, le 6 février 1968.

« Le gouvernement français vient de décider de l'ouverture imminente devant la Cour de Sûreté de l'Etat du procès de 19 patriotes guadeloupéens qu'il accuse d'avoir porté atteinte à « l'intégrité du territoire national ».

« Sa précipitation, qui traduit sa mauvaise conscience, marque en même temps sa volonté d'utiliser le silence pour pouvoir, une fois de plus, frapper le peuple guadeloupéen avec toute la rigueur et la brutalité dont il est capable.

Car, les événements des 26 et 27 mai 1967 ne sont qu'une provocation délibérée visant à faire disparaître les anticolonialistes guadeloupéens ; et dont les plus sincères et les plus combatifs ont été effectivement touchés, assassinés, emprisonnés ou inquiétés. Huit mois durant, les agents du gouvernement français — des ministres aux forces de répression en passant par les préfets et les autres — ont voulu discréditer ces hommes dont le seul crime serait d'avoir demandé la libération de leur pays du joug colonial et d'avoir lutté pour l'obtenir.

Le colonialisme français a décidé de surprendre l'opinion démocratique française et l'opinion guadeloupéenne en procédant à un jugement à la sauvette.

Nous estimons du DEVOIR de tous ceux que l'injustice révolte, de manifester leur désapprobation de ces méthodes pseudo-juridiques, moins légales qu'opportunes, d'exiger la libération de tous les détenus guadeloupéens, qu'ils soient rendus à leurs familles et à leur peuple.

A cette fin, et sous l'égide du Comité Français de Solidarité avec les détenus guadeloupéens, comprenant notamment Messieurs Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Michel Leiris, Daniel Guérin et Albert-Paul Lentin, le Comité Guadeloupéen d'Aide et de Soutien aux Détenus (CO.G.A.SO.D.) organise un meeting le vendredi 23 février 1968 à 20 h 30 au Palais de la Mutualité (salle B) M° : Maubert-Mutualité ».

Comme nous le rappelions dans notre précédent numéro et comme le CO.G.A.SO.D. nous le demande, nous nous joignons évidemment au Comité pour appeler nos lecteurs à venir nombreux le 23 février à la Mutualité. Il nous faut participer à toutes les actions envisagées. Il nous faut exiger LA LIBERTE IMMEDIATE DES EMPRISONNES.

Un lecteur nous écrit :

Quelle est la couleur de cette humanité ?

UN de nos lecteurs, ancien marin, nous a adressé une longue lettre dans laquelle il relate un fait dont il fut le témoin, lors d'une escale en République Sud-Africaine. Fait aussi révoltant que significatif du régime raciste qui est celui de l'Apartheid.

Faute de place nous ne pouvons citer in extenso la lettre de notre correspondant qui s'indigne, entre autres, du peu de place que grande presse et radio consacrent à la dénonciation de ce régime pourri, même lorsque les feux de l'actualité, à l'occasion des greffes du cœur pratiquées par le professeur Barnard par exemple, sont braqués sur ce pays.

Quant à « éliminer le racisme », nous sommes bien d'accord avec les conclusions de notre correspondant, c'est bien là l'une des tâches principales de notre époque. Elle se confond pour nous avec la lutte pour le socialisme. Notre correspondant n'a donc aucunement à se poser la question : l'information qu'il nous donne et la critique qu'il en fait ont parfaitement leur place dans notre journal.

Paris, le 4 février 1968

« Monsieur le rédacteur,

...En 1956, lors du premier conflit entre les Arabes et les Israéliens, le canal de Suez étant comme aujourd'hui impraticable à la navigation, les navires faisaient le tour par le Cap (Afrique du Sud) pour effectuer leurs voyages. Au cours d'une escale dans ce port, un homme d'origine guadeloupéenne, membre de l'équipage d'un navire pétrolier français, fut pris d'une rage de dents. Le commandant le fit accompagner en ville par un officier du bord, pour aller se faire soigner. Aucun dentiste blanc n'a accepté de soigner le malheureux qui hurlait de douleur. Je dis bien aucun dentiste blanc n'a voulu soigner le malade, et le quartier nègre, où il devait se rendre, était trop éloigné puisque le navire était en partance. A signaler l'intervention de la police de ce pays auprès de l'officier français afin de lui interdire de circuler en ville avec un nègre... Je vois mal un homme blanc arriver malade dans un pays peuplé de Noirs et que ces derniers refuseraient de soigner sous prétexte que le patient est d'une autre race. Quel beau scandale, n'est-ce pas ? Dans ces mêmes journaux qui aujourd'hui gardent le silence afin d'épargner les criminels moraux, on entendrait des causeries et surtout des vociférations à la radio et à la télévision. Mais lorsqu'il s'agit de dénoncer un acte barbare commis à l'égard d'un nègre, jaune ou rouge, tout le monde devient sourd et muet : je suis en train de me demander quelle est la couleur de cette humanité pour laquelle tout le monde est en lutte...

...Je connais l'Afrique du Sud pour avoir navigué longtemps dans la marine de guerre et marchande. Les Nègres sont exécutés comme des chiens pour un rien du tout. Il suffit de consulter les archives judiciaires de ce pays pour se rendre à l'évidence : un propriétaire peut employer un ouvrier nègre sans le rétribuer. Personne ne pourra l'obliger. Car il n'existe pas de justice pour ces Nègres, sauf les fusils en cas de rébellion, ou la déportation car ils ne sont pas considérés comme Africains. Dernièrement un de ces Nègres a eu les yeux brûlés au fer rouge. Sous prétexte qu'il avait volé... »

E. F.

LA VIE QU'ON NOUS PREPARE

Le rapport des Nations-Unies sur la situation sociale dans le monde en 1967 n'a pas de quoi nous réjouir :

— 10 à 20 millions de cas de tuberculose,

— recrudescence des maladies vénériennes, de la peste et du choléra.

Quant au nombre des analphabètes, il est passé en quelques années de 700 à 740 millions (voir « Le Monde » du 25-1-68).

Ces chiffres montrent bien l'hypocrisie de « l'aide aux pays sous-développés». En fait, le fossé entre pays riches et pauvres ne cesse de s'élargir.

Si nous continuons à ce train-là, c'est l'ONU qui le dit, avant 1980, les 3/4 de la population mondiale vivra dans des pays sous-développés.

Voilà le riant avenir que nous prépare la société sapitaliste.

LE SABOT SABOTÉ

UN ingénieux quidam, dont la voiture était entravée par le fameux sabot de Denver, a trouvé un système pour libérer une voiture de cet encombrant ustensile. Puis, ne sachant qu'en faire, l'a laissé contre un mur. Des journalistes qui passaient par là ont relaté l'événement dans la presse.

Bravo pour cet inconnu !

Nous ne regrettons qu'une chose, c'est de ne pas connaître son secret. Nos colonnes ne sont pas bien larges et notre diffusion est loin d'égaler celle de « France-Soir », mais nous sommes prêts à les mettre à sa disposition.

BERLIN

Manifestation internationale des jeunes des 17 et 18 février interdite

LES 17 et 18 février, à Berlin, diverses organisations de jeunes socialistes et révolutionnaires organisent une grande manifestation de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien. Des participants d'un grand nombre de pays d'Europe Occidentale (Hollande, Allemagne, Italie, Angleterre, etc.) sont attendus.

D'après les premières estimations leur nombre pourrait approcher 10.000. Ce sont les étudiants socialistes Allemands qui ont invité ces milliers de jeunes à venir manifester à Berlin.

Mais tandis qu'à la Chambre des députés de Berlin-Ouest l'interdiction du S.D.S. (Etudiants socialistes) était réclamée, le bourgmestre de cette ville annonçait l'interdiction de la manifestation prévue les 17 et 18 février.

Cette mesure vient d'ailleurs à la suite de toute une agitation estudiantine en Allemagne de l'Ouest, tant sur le soutien à la révolution vietnamienne, que pour protester contre l'augmentation des prix des transports en commun.

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas encore si les organisateurs maintiendront la manifestation.

L'Allemagne de l'Ouest n'a, paraît-il, rien à voir avec le Vietnam. Cette manifestation gêne pourtant suffisamment le gouvernement allemand pour qu'il l'interdise. Ce qui montre, au moins, qu'il se sent solidaire de la politique américaine au Vietnam.

UN DÉMOCRATE A BON COMPTE

LES gaullistes ne perdent jamais une occasion de proclamer le droit des peuples assujettis par l'impérialisme américain à disposer d'eux-mêmes.

Ainsi M. Habib Deloncle a-t-il déclaré à Europe N° 1 : « Si la majorité des Vietnamiens veulent être communistes ce serait parfaitement déplorable et je suis contre, mais c'est leur affaire ; et s'ils ne veulent pas l'être, qu'on les laisse le dire eux-mêmes. Mais qu'on n'intervienne pas constamment dans leurs affaires comme on le fait et qu'on ne prétende pas leur dicter ce qu'ils ont à faire ».

Lorsque, par contre, les Somaliens, les Guadeloupéens affirment en descendant dans la rue leur refus des bas salaires, du chômage, du racisme qui sont le fait de la « présence française », cette volonté d'indépendance n'est plus juste, mais constitue bien un crime commis par une bande d'agités irresponsables que la bourgeoisie française réprime alors dans le sang.

Quand ses intérêts sont en jeu, elle sait alors adresser aux peuples non plus des discours hypocritement démocratiques mais des rafales de mitrailleuses.

Contre le fascisme : un grand absent, le P. C. F.

LE mercredi 7 février, « le Front uni de soutien au Vietnam du Sud » organisait à la Mutualité un meeting pour la soi-disant « défense du Sud-Vietnam »... (S'il veut tellement défendre les populations sud-vietnamiennes pourquoi ce « Front de soutien » ne demande-t-il pas à son ami Westmoreland de cesser de raser et de bombarder au napalm les villes de ce pays... ?) Ce « front de soutien » est composé de diverses organisations et groupes pro-fascistes, tels « les Combattants de l'Union Française », « Occident », la « Fédération des Etudiants Nationalistes », dont le but avoué ou non est de recréer en France des organisations nazies.

Et si pour le moment ces groupes n'ont pas la force de s'attaquer aux organisations ouvrières, ils « se font la main » au Quartier Latin, devant les lycées, et les facultés en attaquant en commandos les vendeurs ou les diffuseurs des organisations de gauche. Ces fascistes cultivent le culte du « dur », du « para », du « baroudeur » et forment leurs jeunes dans cet esprit. C'est en partie pour cette raison, qu'à la sortie de leur meeting le 7 février, qui s'est finalement tenu sous la protection de la police, 500 à 600 participants pro-fascistes ont manifesté, et matraques en mains se sont battus contre les C.R.S... qui quelques instants auparavant avaient empêché les manifestants de gauche d'arriver jusqu'à la Mutualité. Mais cet affrontement aussi violent soit-il ne doit pas faire illusion. S'il permet à la police de se payer le luxe de paraître « neutre » et à l'extrême-droite de sembler n'avoir aucun lien avec elle, il suffit de se rappeler dans un passé récent les liens qui unissaient les forces de police à l'O.A.S. pour comprendre que flics et fascistes sont du même côté de la barricade.

C'est pour lutter contre le danger que représente pour la gauche et pour la classe ouvrière la création de tels groupes pro-fascistes que les Comités Vietnam de Base ont tenté d'empêcher la tenue de ce meeting.

Mais malgré le courage des militants qui étaient venus prêts à se battre avec les nervis d'« Occident », ils n'ont pu interdire la réunion de la Mutualité.

Et s'ils ont contre-manifesté, dans les rues du Quartier Latin, ils ne leur a pas été possible de s'approcher de la Mutualité, protégée par les forces de l'ordre : 1.500 C.R.S., gendarmes mobiles et agents qui occupaient la place Maubert et les alentours. Et la police, arbitre soi-disant impartial, repoussait les manifestants de gauche, tandis qu'elle protégeait les participants au meeting pro-fasciste, leur permettant d'atteindre la Mutualité.

Les militants des Comités Vietnam se sont battus ensuite contre les flics, rue St-Jacques, bd St-Michel, rue du Four, mais ils n'étaient pas dans leur pouvoir d'interdire le meeting.

Et la seule force, qui aurait pu le faire, était le Parti Communiste Français. Mais le P.C.F. était, bien entendu, le grand absent de cette manifestation. Il s'était contenté, le matin même, de réclamer encore une fois dans l'Humanité « la dissolution du mouvement Occident ». Alors que lui seul aurait pu regrouper suffisamment de manifestants, non seulement pour empêcher le meeting, mais pour montrer à l'opinion publique combien les « nostalgiques » d'un régime fasciste pèsent peu, face à la mobilisation de la classe ouvrière.

Seulement le P.C. préfère utiliser la violence... contre l'extrême-gauche bien entendu.

Devant l'initiative de ceux qu'il appelle les « gauchistes », le P.C.F. n'a pas voulu « ne rien faire ». Et dans le même numéro de l'Humanité du 7-2-68, déjà cité, on apprend que « la meilleure riposte à cette provocation fasciste est une participation massive aux actions prévues pour le 13 février... ».

Le 13 février, en effet, le « Comité National d'Action pour le Soutien et la Victoire du peuple vietnamien », récemment créé par le P.C.F., appelle à manifester à 18 h 30 devant l'Ambassade des Etats-Unis à Paris.

Ce jour-là, ce seront sans doute plusieurs dizaines de milliers de personnes qui répondront à cet appel pour la victoire du peuple vietnamien, et il est peu probable de voir les pro-fascistes tenter de contre-manifester place de la Concorde.

Mais il reste qu'en se refusant à empêcher les groupes fascistes d'exister et de se développer, le P.C.F. ne renforce pas la classe ouvrière dont il prétend pourtant être le représentant et le défenseur.

Catherine OLIVIER.

MANIFESTATION CONTRE LA GUERRE AU VIET-NAM A LA MUTUALITE.

Certains baissent la tête afin de ne pas pouvoir être identifiés par la police. (Photo A.F.P.)

L'Etat paye une usine à Citroën ou la décentralisation qui rapporte

LA société Citroën va installer une importante usine à Borny, dans la banlieue de Metz. On y fera des pièces mécaniques et principalement des boîtes de vitesses. Construite sur 50 hectares, elle nécessitera un investissement de 250 à 300 millions de francs. Elle emploiera 1.200 personnes au début et sera prévue pour 4.000 travailleurs.

Pourquoi Citroën va-t-il s'installer à Metz ? La puissante firme du Quai de Javel, qui a déjà décentralisé une partie de ses fabrications à Rennes et plus récemment une autre à Aulnay-sous-Bois (15 km de Paris) avait-elle absolument besoin de cette usine, même si certaines installations du 15e arrondissement doivent disparaître ? Non. Mais comment Citroën, après avoir gagné la main-d'œuvre bretonne, qui en est arrivé à draguer de la chair à travail sur tous les points du globe, pourrait-il négliger une main-d'œuvre que les mines de Lorraine laissent inoccupée ? Il y a des hommes à exploiter, Citroën est là. D'autant plus que l'Etat réclame au patronat des volontaires à qui il fait un pont d'or. Monsieur Bercot, P.D.G. de Citroën, a eu des conversations avec M. Michel Debré, ministre des Finances, à la suite desquelles l'Etat, avec l'argent des contribuables, va, sous forme de primes, subventions et prêts, aider la société Citroën à construire sa nouvelle usine.

Déjà la construction de l'usine de Rennes avait été très lucrative à la suite de l'aide de l'Etat. La construction de celle de Metz va de nouveau s'inscrire dans les profits de Citroën.

Citroën, qui vient de racheter Berliet, ne pouvait pas faire en plus les frais de la construction d'une nouvelle usine. L'Etat lui en paye une, au moins en partie.

Un problème que personne n'a soulevé, c'est de savoir si les subventions de l'Etat obligeront Citroën à servir des salaires à Metz au moins égaux à ceux de Paris et à dédommager les travailleurs parisiens rendus disponibles par la décentralisation. Citroën commence par empocher l'argent des contribuables, mais il ne se sent pas pour autant des obligations envers les travailleurs, et l'Etat, qui lui donne si généreusement des fonds, ne lui en demande pas.

Il faut bien que la décentralisation rapporte à quelques-uns.

H. V.

ETRE CHOMEUR EN 1968

ON estime actuellement en France plus de 450 000 chômeurs dont la moitié seulement sont inscrits comme « demandeurs d'emploi », et parmi eux, tous ne sont pas « secourus» (80 000 seulement perçoivent les ASSEDIC et les indemnités publiques).

Ceux qui ont quitté volontairement leur dernier patron espérant trouver un meilleur salaire ailleurs se voient refuser l'allocation-chômage, ce qui revient à dire « vous n'aviez qu'à rester où vous étiez ».

Les seuls qui aient droit à l'allocation publique et aux ASSEDIC sont les travailleurs ayant été licenciés ; ceci ne concernant pas ceux qui ont été mis à la porte pour faute dite « grave » suivant la justice patronale et sont eux aussi exclus du bénéfice des allocations-chômage.

Alors, comment cela se présente-t-il pour ceux qui peuvent prétendre percevoir quelque chose.

Tout d'abord avant de toucher le moindre denier il faut rassembler les pièces nécessaires au dossier. Pour cela le chômeur va devoir traîner les bureaux d'inscription, remplir des formulaires, aller chez ses anciens patrons afin d'y faire compléter une quantité de paperasses, etc... souvent il devra y retourner plusieurs fois. De plus dès son inscription il devra pointer une fois par semaine au bureau de chômage.

Lorsque le dossier sera complet, le chômeur devra attendre au moins 2 ou 3 semaines avant d'avoir une réponse.

Si sa demande « d'aide » est acceptée, le chômeur aura donc l'assurance de toucher 6,30 F par jour du bureau de chômage et 40 % de son salaire journalier moyen des 6 derniers mois de salaires pendant les 3 premiers mois de chômage, et 35 % ensuite, au titre des ASSEDIC.

Le chômeur ne touchera pourtant pas cet argent qui est pourtant un dû, tout de suite. Il est courant dans les bureaux de chômage et des ASSEDIC de voir éclater la colère de travailleurs parce que certains pendant plusieurs mois n'ont pas vu la couleur d'un centime. On a même vu des heurts entre chômeurs et employés de ces bureaux.

Cette colère de chômeurs se déverse d'ailleurs facilement sur les « étrangers ». Et il suffit qu'un homme à la peau un peu foncée fasse mine de dépasser son tour pour que les mots de « sale bicot », « retourne dans ton pays », etc... fusent dans la salle.

Il faut dire que les différents bureaux s'y entendent pour lanterner les travailleurs : prétexte du dossier incomplet (il faut alors se « promener » de nouveau chez son ancien patron, puis au bureau de chômage) prétexte de la réorganisation du travail des bureaux, etc...

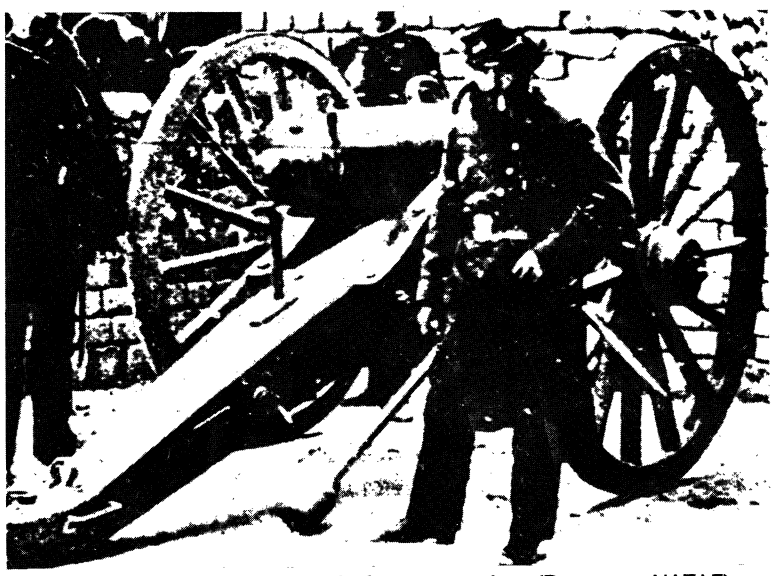
Si les files sont longues à l'inscription au chômage, l'attente d'une réponse de la demande d'aide n'en est pas moins longue.

Non seulement les travailleurs doivent subir l'anarchie économique bourgeoise, qui créé le plein emploi un jour et le chômage le lendemain, mais lorsqu'ils sont rejetés de la production leur seul droit est l'attente !

Mais que la bourgeoisie se méfie, ils finiront peut-être par se lasser...

Claude SEVRE.

La Commune de 1871 à la Télé



Un des canons qui mirent le feu aux poudres (Document NATAF)

MERCREDI dernier, dans le cadre de l'émission : « Les dossiers de l'écran » la télévision a évoqué la Commune de Paris. L'excellent court-métrage de Ménégez, constitué par des documents de l'époque, a fait revivre, trop rapidement peut-être, ce que fut le premier pouvoir prolétarien.

Du 18 mars 1871 au 28 mai 1871, les ouvriers parisiens insurgés s'élançaient, selon l'expression de Marx, « à l'assaut du ciel » et donnaient l'image d'une société nouvelle, sans armée, sans flics, d'où l'exploitation sera bannie.

Le court métrage sut montrer, en quelques minutes, les causes de l'insurrection ouvrière : la famine, la faim, la misère et aussi la farouche volonté de ne pas laisser Paris à Bismarck, comme le voulaient Thiers et le gouvernement de la « Défection nationale » des Trochu et Jules Favre.

Les ouvriers parisiens s'organisent et s'arment pour défendre la capitale. Voilà plus que n'en peut supporter Thiers, au nom de tous les possédants. Dans la nuit du 17 au 18 mars, les « forces de l'ordre » tenteront de désarmer les Parisiens sans succès. C'est l'insurrection.

La nature du pouvoir prolétarien, ses réalisations grandioses bien qu'éphémères apparaissent clairement.

Suppression de l'armée de métier, défense assurée par le peuple en armes, réquisition des appartements des riches pour y loger les pauvres, séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc., etc.

Mais les erreurs du premier pouvoir prolétarien (il n'ose toucher à l'argent de la Banque de France, néglige de marcher sur Versailles au bon moment...), l'absence d'un parti révolutionnaire, amènent la chute de la Commune. Aidés par Bismarck, les Versaillais entrent dans Paris et, le 28 mai, la Commune tombe. La répression est terrible, à l'image de la peur inspirée aux classes possédantes, 20 000 communards sont assassinés. Les femmes et les enfants ne sont pas épargnés.

Bien sûr, tout n'a pas été dit, mercredi dernier sur la Commune, et il ne pouvait en être autrement. Mais le film a su donner une image exacte du premier pouvoir ouvrier. Les nombreux appels téléphoniques ont montré que les téléspectateurs n'ont pas boudé l'émission, qu'ils s'y sont vivement intéressés. Cela ne saurait surprendre, quand on connaît la médiocrité du programme généralement offert sur l'une ou l'autre des deux chaînes.

F. D.

LUTTE DE CLASSE

Numéro 12 - Mois de février 1968

Au sommaire :

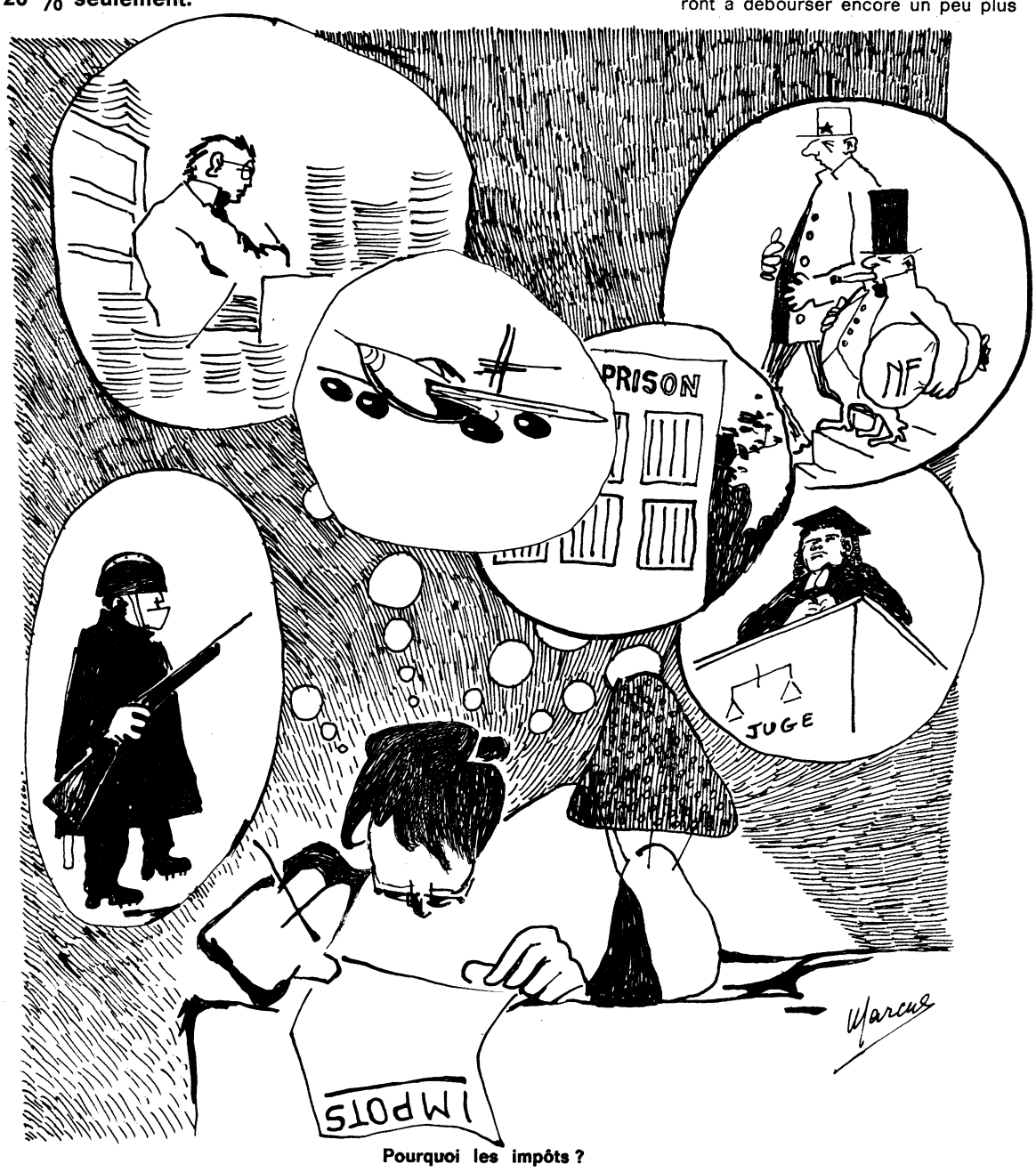
— La construction du Parti Révolutionnaire et la tactique entriste.

— Le sentiment national et le mouvement révolutionnaire dans les pays impérialistes.

Quand on nous explique que l'on nous vole pour notre bien

MONSIEUR Debré a entrepris de faire l'éducation civique des contribuables. En l'occurrence, il offre en supplément à chacun, avec la déclaration d'impôts, une notice intitulée « Pourquoi les impôts ? », qui explique à quoi sert l'argent qu'on verse à l'Etat.

C'est qu'on est démocratique, au gouvernement, et qu'on tient le public informé. Malheureusement, les informations en question paraissent fort tendancieuses. C'est ainsi qu'on nous explique benoîtement que l'éducation et l'action sociale représentent chacune 21 % du budget, et la défense nationale... 20 % seulement.



Pourquoi les impôts ?

Mais nous n'irons pas contester les chiffres donnés par DEBRE. Car il n'est pas besoin de chiffres pour savoir à quoi sert l'argent qu'on nous vole. Il sert à payer les 300 000 militaires de carrière dont fait mention la même notice ; il sert à payer à peu près autant de flics qui n'hésitent pas, à Caen, à Redon, au Mans ou ailleurs à cogner sur les contribuables qui protestent parce que la vie est trop chère. Il sert à payer des sabots de Denver qui vous obligeront à débourser encore un peu plus d'argent, et des contractuels qui vous affligeront d'un impôt supplémentaire parce que votre voiture est en stationnement interdit. Il sert à payer des sous-marins qui se perdent et des submersibles qui vont à leur recherche.

Il sert à faire des prisons pour y mettre les révoltés guadeloupéens et tous ceux qui ne veulent pas marcher droit. Il sert à faire des réceptions à l'Elysée et à faire vivre des Ministres comme M. Debré. Et il sert aussi à accorder de larges subventions à CITROEN pour installer une usine à Rennes où la main-d'œuvre est encore plus exploitable qu'à Paris (cela s'appelle la « décentralisation »).

Enfin, quand on a payé tout cela, on pense aux écoles, et aux hôpitaux, et aussi, pour bien montrer le bon usage qui est fait de nos deniers, parfois on construit un kilomètre d'autoroute par-ci par-là ; mais on prend bien soin de vous faire payer pour utiliser cette autoroute, ça coûte tellement cher à construire !

Seulement quand on arrive là, il n'y a plus grand chose dans les caisses de l'Etat. Alors on s'en remet aux curés pour compenser les carences de l'Education Nationale et on fait supporter à la Sécurité Sociale (c'est encore nous qui payons !) la charge des hôpitaux. Et puis il y a aussi une crise du logement qui fait toujours une ombre au tableau. Mais puisqu'il n'y a même plus assez d'argent pour construire des H.L.M., on constrira des logements d'encore moins bonne qualité, baptisés « Programme à Loyer Réduit ».

Tout cela n'est pas dit dans la notice de M. DEBRE. Et c'est encore nous qui payons pour qu'on nous abreuve de mensonges sur la nécessité de payer ses impôts et d'être un « bon citoyen ».

L'impôt n'est rien d'autre qu'un vol supplémentaire qui se fait sur le dos du salarié. Car ce ne sont pas les riches qui souffrent le plus des impôts. Même lorsqu'un bourgeois a versé quelques millions à l'Etat (sans compter ceux qu'il a économisés par la fraude fiscale) il lui reste encore suffisamment pour vivre luxueusement. L'impôt ne frappe que les plus pauvres, ceux qui ne peuvent pas frauder sur le montant de leurs revenus, et qui doivent souvent verser un mois entier de salaire en impôts. Et à ceux-là, à l'immense majorité des contribuables, l'argent qui rentre dans les caisses de l'Etat ne leur est pas destiné, sinon pour les exploiter davantage.

L. T.

L'eau entretient la vie mais seule la marchandise entretient le profit

L'EAU manque dans le Var et la sécheresse tourne à la catastrophe. Dans le Nord-Est de la France ce sont plutôt les inondations qui provoquent des drames. La presse et la radio sont d'autant plus à l'aise pour déplorer ces événements qu'elles les présentent comme des fléaux de la nature contre lesquels l'homme est pratiquement impuissant. La Côte d'Azur manque d'eau. Voilà qui est bien triste. Mais n'est-ce pas justement le soleil et le manque de pluie qui attirent nombre de personnes vers le ciel bleu, vers un pays qui ne connait pas la tristesse d'un ciel toujours gris. En fait, on pleure sur la sécheresse du Var comon a pleuré la semaine précédente sur les inondations de Seine-et-Marne parce que cela provoque des dégâts. En l'occurrence, les dégâts ce sont les cultures florales qui sont menacées et toute une population qui va peut-être connaître les épidémies mais qui, en attendant, connait des coupures d'eau pendant une dizaine d'heures par jour.

On voudrait nous faire croire que ce fléau ne pourrait être évité. Allons donc ! Cela coûterait cher ? Peut-être, mais c'est loin d'être impossible à nos civilisations modernes sur le plan technique. A la télévision on nous a montré différentes solutions. Il faudrait investir pour faire des retenues d'eau, des pipes-lines; il faut installer des usines de traitement des eaux, voire du traitement de l'eau de mer. Cela coûterait cher, d'accord, mais ce n'est pas au-delà des moyens des sociétés qui ont vendu des immeubles sur la Côte d'Azur. Ces fameuses sociétés ont acheté du terrain, la plupart du temps bon marché, parce qu'il n'y avait que de la rocaille et... pas d'eau. La rocaille, les bulldozers en sont venus à bout rapidement. Quant à l'eau, on l'a installée sans trop se soucier si les conduites seraient toujours remplies. Mais cela n'a pas empêché les sociétés immobilières de revendre fort cher leurs appartements et villas. Ce qu'elles vendaient le plus cher c'est justement ce qu'elles avaient eu gratuitement : le soleil.

Pour le reste chacun se débrouillera. Car, en système capitaliste, le problème n'est pas de construire pour assurer le bien-être des individus, le problème c'est de vendre le plus cher possible. On nous parle beaucoup du manque d'eau dans le Var mais c'est en fait un problème qui touche la plupart des habitants des grandes villes et particulièrement de leur banlieue. Le manque d'eau n'est pas un problème, techniquement parlant. De l'eau il y en a partout dans de nombreux endroits et en abondance. Pour la mettre à la disposition des hommes il faut des travaux. Mais enfin il n'est pas plus compliqué de capter les eaux pour les mettre à la disposition des individus que d'aller fouiller les entrailles de la terre pour y aller quérir le charbon, le pétrole, l'uranium, le fer, le cuivre et toutes les matières premières et sources d'énergie nécessaires aux hommes.

Seulement le grand problème c'est que les matières premières et les sources d'énergie concourent à la production de denrées qui se vendent et procurent un profit. L'eau et l'oxygène de l'air n'ont pas conquis sur le marché capitaliste une valeur marchande suffisante pour intéresser les capitaux.

Dans une économie socialiste on commencera par assurer l'approvisionnement des cités en eau. Sans souci de l'aspect de rentabilité.

Puisqu'il est difficilement imaginable qu'on puisse faire venir le soleil où il y a de l'eau et que l'eau et le soleil sont tellement agréables, il ne reste plus qu'à amener l'eau là où brille le soleil. Ça se fait déjà et si ça coûte un peu cher, le coût d'une telle opération même effectuée dans le désert n'a rien de comparable avec celui du transport de matériel militaire, de pétrole et autre, par fer, par mer et par air pour aller aux antipodes assassiner des populations entières.

H. V.

BANQUE :

Après la grève de 24h du 5 février

DEPUIS le 29 novembre 1967, le personnel des banques a entamé une série d'actions, pour :

— la garantie des 2 jours de repos consécutifs,
— les 40 heures,
— l'augmentation des salaires.

Pendant deux mois les syndicats se sont évertués à lancer des mouvements séparés : un jour Paris, le lendemain la province... ou mieux encore un jour le Siège Central du Crédit Lyonnais et le lendemain l'annexe de Levallois, etc.

Il s'agissait, paraît-il, de ne pas lasser les employés !

Au Crédit Lyonnais, la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient même appelé à un débrayage le 16 janvier. Mais le 15, ce mouvement était annulé... sans plus d'explication.

Finalement, les cinq organisations syndicales, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et S.N.C.B., ont réussi à se mettre d'accord pour un ordre de grève de 24 heures le 5 février, uniquement pour la région parisienne. Ni meeting, ni rassemblement, ni manifestation n'étant d'ailleurs prévu ce jour-là.

Cette grève correspondait beaucoup plus que les mouvements limités de deux heures, banque par banque, ou service par service, aux désirs du personnel.

C'est sans doute ce qui explique la participation plus grande que dans les mouvements précédents. Sur l'ensemble des banques (exceptée la Banque de France qui débrayait, elle, le 30 janvier) 50 à 80 % du personnel étaient absents le 5 février.

Il faut d'ailleurs noter que les agences ont suivi assez largement l'ordre de grève; dans certaines, seule la présence du directeur et de quelques gradés a évité la fermeture des guichets, tous les employés ayant débrayé.

Dès qu'ils ont eu connaissance de la grève, les banquiers ont convoqué une Commisison Nationale Paritaire, montrant par là qu'ils acceptaient de « discuter » avec les syndicats.

Cette Paritaire s'est tenue le 9 janvier, c'est-à-dire un peu plus tôt que les années précédentes.

A l'issue de la réunion, les résultats viennent d'être communiqués par la presse :

— 2,50 % d'augmentation. Valeur 1er janvier.

— Aménagement de la prime d'ancienneté,

— Garantie des deux jours consécutifs de repos

A part le fait que l'augmentation « rituelle » de 2,50 % intervient deux mois plus tôt que l'an dernier, les banquiers n'ont, en fait, rien cédé.

Et s'ils donnent des « garanties » sur les deux jours de repos, ils ne précisent pas si le samedi y sera compris.

Alors l'important pour les employés de banque c'est de continuer la lutte entreprise le 5 février. Car 2,50 % cela ne fait pas le compte.

C. O.

A Blainville, les ouvriers ont lutté dignement

Les syndicats les ont abandonnés et désavoués lâchement

CETTE reprise sera-t-elle effective et totale ? écrivions-nous la semaine dernière à propos de la reprise du travail à la Saviem le 6 février après deux semaines de grève marquées par de violentes manifestations de rue. Le lundi matin la presse constatait la reprise après une allocution des représentants de la C.F.D.T. et de la C.G.T. Mais dès 14 h la grosse majorité des ouvriers débrayaient à nouveau, manifestaient dans l'usine, renversaient des bennes de pièces détachées et éparpillaient les casiers de fiches perforées. Les délégués de la C.F.D.T. et de la C.G.T. s'opposaient à l'invasion des bureaux et la C.G.T. publia un tract regrettant les incidents.

En fait, les syndicats avaient décidé de la reprise, après un vote de 500 pour la continuation de la grève, sur 800 participants. Bien sûr, la majorité des travailleurs n'avait pas participé à cette consultation. Mais ceux qui restaient dehors étaient les plus combattifs et ceux qui avaient déjà repris n'avaient pas pour autant abandonné la lutte mais s'en étaient plutôt détachés parce que abandonnés par les syndicats qui avaient fait évacuer les piquets. Pour se dédouaner et inviter les travailleurs à reprendre le travail, les représentants des syndicats avaient déclaré que la lutte continuait à l'intérieur de l'usine. Mais là, le blablabla habituel fut pris au sérieux et, dès 14 heures, les travailleurs réagirent non par des petits débrayages limités et isolés, mais par un débrayage massif. Ils exprimèrent leur colère par quelques actes de violence. Mais la forme d'action qu'ils employèrent ne plut pas aux syndicats qui, le lendemain, les désavouaient. Malgré cela, les mouvements divers ont continué et, en fin de semaine, la direction brandissait la menace du lock-out. Le conflit est-il terminé, ou va-t-il rebondir ? Tout ce qu'on peut dire, c'est que les ouvriers de Blainville se sont bien battus malgré l'attitude des syndicats qui ont tout fait pour briser leur élan.

La « Vie Ouvrière » du 7-2-1968, relatant les événements de la Saviem a le toupet d'écrire : « Mais il faut dire que sans la lucide intervention et la cohésion des trois organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) les dangereux incidents provoqués par les C.R.S., le 26 janvier contre le cortège ouvrier se rendant à la préfecture, auraient pu dégénérer. » En quoi, s'il vous plaît ?

En victoire des travailleurs sur les forces de l'ordre ? C'est ça qui gène les bons apôtres du calme et de la discipline. Et, plus loin, la « Vie Ouvrière » prête aux travailleurs les propos suivants : « C'est avec les patrons qu'on veut discuter, pas avec les flics ». Et quand, pour discuter, les patrons vous envoient les flics et leurs arguments... « frappants », qu'est-ce que vous faites Messieurs les irresponsables ? Vous discutez avec le préfet et demandez aux piquets de grève de se dissoudre pour permettre au patron de faire assurer la « liberté du travail » par la police. Et quand le travail a repris et que suivant vos consignes, les travailleurs manifestent à l'intérieur de l'usine, vous les désavouez. Ce que vous voudriez, c'est que les travailleurs se ridiculisent, forment des processions et chantent « des sous Charlot ». Les ouvriers de Blainville ont montré qu'ils étaient capables d'autre chose.

H. VAUQUELIN.

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

CHEZ CITROEN (Paris)

UN PIEGE GROSSIER

Dans toute la région parisienne, la réputation des cantines Citroën n'est plus à faire et ceci depuis de nombreuses années. Jusqu'il y a quatre ans, la direction gérait elle-même ses cantines et c'était mauvais. Elle était la seule à baptiser ce qu'elle nous servait du nom de « repas ». Depuis, c'est le Comité d'Entreprise qui en a la gestion, avec bien sûr la somme qui lui est allouée, c'est-à-dire à peine le quart de la subvention normale. Alors, bien entendu, les cantines continuent à être mauvaises.

C'est là-dessus que vient se greffer une campagne menée contre la cantine, avec pétition et tract. L'origine des tracts ne fait aucun doute: ils reprennent les arguments du Bulletin Officiel de Citroën du mois de janvier 68 et le fait qu'ils aient été distribués librement à l'intérieur même de l'usine de Nanterre suffirait à prouver qu'il avait tout au moins la sympathie de Citroën.

De toutes manières, quels sont les arguments avancés ? L'augmentation des cantines et leur mauvaise qualité ? Mais que Citroën commence par verser la subvention légale au C.E. et surtout augmente nos salaires pour nous permettre d'y faire face sans problèmes. La saleté des locaux ? Mais peut-on manger proprement en 5 ou 10 minutes, alors qu'un être humain a besoin du double pour manger. La propagande syndicale choque leurs oreilles sensibles? Mais il est parfaitement du droit des syndicats de l'organiser dans les locaux du C.E. et de plus, que Citroën cesse de mobiliser ses gardiens, ses mouchards et même la police officielle quand des tracts sont distribués sur la voie publique.

Le but de la direction est clair: il s'agit de nous dresser contre les syndicats et d'obtenir aux prochaines élections une majorité qui lui permettrait d'éliminer définitivement les syndicats actuels et même de créer son propre « syndicat » composé de délégués « libres » pour augmenter encore notre exploitation.

Mais le piège est trop gros pour que nous y tombions. Si la direction veut déjà préparer ses prochaines élections, nous devons aussi nous préparer à contrer son jeu.

(V.O. Citroën n° 256)

A LA C.I.T. (Paris-15e)

LE MINISTRE A L'USINE

Grand branle-bas à la C.I.T. le mardi 30 janvier. Plantes grasses, dépoussiérage : on attendait le ministre des P.T.T., Y. Guéna ! Le cortège envahit la cour dans la matinée. Ce n'était pas une plaisanterie. « Notre » Ministre était bien là. Il s'enhardit même jusqu'à parcourir, bien rapidement l'atelier... Il faut dire que cela à du le changer des lambris dorés du ministère.

Les « pontes » de la C.I.T. étaient présents pour accueillir leur meilleur client.

Quant à nous, nous n'avons guère été impressionné par cette visite. Des ministres, nous en avons vu d'autres ! Ils changent d'emploi encore plus rapidement que les câbleuses. En tout cas, cela nous a valu pour quelques heures une usine décorée et aussi un peu de détente.

(V.O. C.I.T. n° 79).

AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

TOUJOURS LA SECURITE

A la cale Jean-Bart, un grutier qui avait fait une chute en montant à la 240t, est resté toute la nuit inanimé sur le pivot avant d'être secouru par ses camarades de quart du matin.

Il y a quelques années, un gardien de l'extrême-sud était également resté sans secours toute la nuit après avoir fait une chute.

Pour tous ceux d'entre nous qui travaillent dans des secteurs isolés ou peu accessibles, il est nécessaire qu'il y ait une ronde de faite après la débauche du soir, car un accident (toujours possible) même sans gravité, peut avoir des conséquences très graves sans secours immédiat. La direction n'a que faire de notre peau, c'est à nous d'exiger qu'elle soit la plus en sécurité possible.

(V.O. Chantiers de l'Atlantique N° 191)

A L'ALSTHOM (Saint-Ouen)

GRAINE D'ASSASSINS

Il y a une quinzaine de jours à la plate-forme des gros montages de la chaudronnerie savoisienne, un peintre a fait une chute de plusieurs mètres. L'échelle sur laquelle il était monté avait glissé. Le camarade s'est fracturé le bras et peut-être aussi quelques côtes. Comme par hasard, le lendemain, on a vu la maîtrise faire installer un échaffaudage pour continuer le travail ; c'est un peu tard.

La direction, pour réduire au maximum ses frais de production, rogne sans cesse sur la sécurité. Elle préfère qu'un ouvrier prenne le risque plutôt que faire monter un échaffaudage qu'elle estime trop coûteux. Notre peau est précieuse et nous n'en avons qu'une. Nous devons refuser de travailler à chaque fois que les règles de sécurité ne sont pas respectées, c'est comme on dit une question de vie ou de mort.

(V.O. Alsthom n° 8)

CHEZ DESFOSSES (Issy-les-Moulineaux)

CELA NOUS CONCERNE AUSSI

Il paraîtrait que Paul Dupont serait repris par une société financière. Et les nouveaux dirigeants de cette société seraient prêts à reprendre une partie du personnel — on parle de 70 % — qui a été licencié (600 personnes). Nos camarades de cette entreprise font en ce moment leur période de préavis et certains même avec des heures supplémentaires.

Cette opération financière qui permet à des capitaux de fermer puis de rouvrir les portes d'une usine comme ils le veulent, se solderait pour des centaines de travailleurs par des conditions de salaires et de travail probablement aggravées (car cette société posera ses conditions) et pour des dizaines d'autres le droit de rejoindre les rangs des chômeurs. Notre intérêt n'est pas de voir des files de travailleurs attendant à la porte des entreprises. Cela, nous ne pouvons le permettre. Les patrons considèreront cela comme un essai satisfaisant et en tireront les conclusions pour les autres entreprises. Et nous en serons les victimes tout comme nos malheureux camarades de P. Dupont, si nous les laissons seuls tenter de résoudre un problème qui ne peut être résolu que par nous tous. Et c'est en cela que la politique d'isolement du syndicat, qui ne nous mobilise pas pour être à leurs côtés, est catastrophique.

(V.O. Desfossés n° 180)

A LA S.N.E.C.M.A. (Paris 13e)

LA NOUVELLE BUTTE AUX PATATES

Après la butte aux Fèves avec ses pavillons à 15 millions (exemple à suivre) la direction, par l'intermédiaire de son journal, rappelle qu'elle a mis en place un certain nombre de dispositions pour faciliter l'accession à la propriété à Corbeil.

Si vous disposez de 1.200 F par mois vous aurez le choix entre un appartement à 66 000 F ou un pavillon en bandes à 86.000 F. Les remboursements se feront sur 20 ans et vous aurez par exemple à payer des mensualités s'élevant de 290 F à 470 F pour un appartement et de 350 à 585 F pour un pavillon. C'est-à-dire que parfois plus de la moitié du salaire passera pour payer le logement. Et l'heureux futur propriétaire n'aura plus qu'à bouffer des patates à l'eau pour le restant de ses jours.

Vraiment, sociale la direction.

(V.O. SNECMA Kellerman n° 97).

A LA REGIE RENAULT (Paris)

ILS SE CROIENT TOUT PERMIS !

Sur les chaînes de montage à la Fabrication, qui possède déjà depuis longtemps une maîtrise comparable à des gardiens de prisons ou de camps disciplinaires, on ne pouvait guère aller plus loin dans le resserrement de la discipline. Quant à la maîtrise du contrôle (98.61), à la suite des débrayages qui ont eu lieu récemment, elle libère ses besoins de domination vis-à-vis du personnel.

En effet, chez les jockeys, trois d'entre eux ont été mutés. Jeunes et combattifs, la direction a décidé de les isoler, comme elle l'a déjà fait pour un délégué sous des prétextes plus futiles les uns que les autres.

La mutation a été pour eux le premier avertissement, celui de se tenir tranquilles. D'ailleurs, l'un d'entre ces ouvriers, excédé par les pressions exercées sur lui, a demandé un entretien à M. Jolland (chef du personnel) à qui il n'a pas eu peur de dire ses quatre vérités. Celui-ci ne manquant d'ailleurs pas de culot et d'incorrection lui a dit que s'il ne prenait pas son compte il le mettrait à la porte.

Ce camarade a effectivement préféré prendre son compte découragé par de tels propos. Sans doute a-t-il eu tort d'abandonner ainsi ses droits.

Mais que ces Messieurs, Jolland, Monteil et consorts, se méfient. Sans doute se croient-ils tout permis. Si les travailleurs n'ont pas réagi à ces brimades cette fois-ci, ils ont déjà réagi par le passé, et lorsqu'ils se mettront en colère à nouveau et pour de bon, tout cheffaillons qu'ils soient ils ne pèseront pas lourd dans la balance.

(V.O. R.N.U.R. n° 42)

A LA C.S.F. (Issy-les-Moulineaux)

A la CSF-Orsay, environ 200 travailleurs ont été licenciés en un an. Ce « dégagement des emplois » est le terme très pudique employé par la direction pour effectuer des licenciements qu'elle juge nécessaires après la fusion avec la Thomson.

En fait, tous les moyens sont bons pour obliger un travailleur à démissionner « volontairement » : mutations à Issy-les-Moulineaux posant des problèmes de transport ; pressions morales et matérielles destinées à rendre la vie impossible aux travailleurs jugés indésirables. Les licenciements sont d'autant plus scandaleux que certains secteurs effectuent jusqu'à 52 heures par semaine

Ainsi pendant que les uns font des heures supplémentaires les autres sont jetés sur le pavé. Voilà comment les travailleurs profitent du soi-disant « progrès social » !

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

AUTOMOBILE :

BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Asnières.
CHAUSSON — Gennevilliers.
CITROEN — Usines Levallois et Quai de Javel.
PANHARD — Paris-13e.
PEUGEOT — (Indénor) Dijon.
PEUGEOT — Colomban.
PEUGEOT — Sochaux.
RENAULT — Billancourt - 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine :
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37.
RENAULT — Flins.

METALLURGIE :

Aciéries et Forges de la Loire (C.A.F.L.) — Saint-Chamond.
BABCOCK-WILCOX — La Courneuve.
BENDIX — Drancy.
BRONZAVIA — Courbevoie.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — St-Nazaire.
CRANE — Lille.
MAVILOR — Saint-Chamond.
OLIER — Clermont-Ferrand.
LA POLYMECANIQUE — Pantin.
S.E.V.-MARCHAL — Issy-les-Moulineaux.

AERONAUTIQUE :

HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes.
S.N.E.C.M.A. Kellermann — Paris-13e.
S.N.E.C.M.A. — Gennevilliers.
SUD-AVIATION — Courbevoie.

ELECTRONIQUE-ELECTROTECHNIQUE

ALSTHOM — Saint-Ouen.
BOURGOGNE-ELECTRONIQUE — Dijon.
CABLES DE LYON — Lyon.
C.I.T. — PARIS-XVe.
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux.
C.S.F. — Levallois.
Cie des COMPTEURS DE MONTROUGE — Montrouge.
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon.
NEYRPIC — Grenoble.
THOMSON. — Gennevilliers.

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :

KODAK — Vincennes.
MICHELIN — Bourges.
MICHELIN — Clermont-Ferrand.
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois.
PROGIL — Grenoble.
RHODIACETA — Lyon-Vaise.
RHONE-POULENC — Vitry.
ROUSSEL-UCLAF — Romainville.

SERVICES ET DIVERS

AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord.
AIR-FRANCE — Blanqui — Paris-XIIIe.
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker-Enfants Malades) - Paris-XVe.
ASSURANCES GENERALES — Siège - Paris.
ASSURANCES GENERALES — Drouot - Paris.
BANQUE NATIONALE DE PARIS — Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — Rue Viala, Paris-XVe.
CHEMINOTS — Gare de Lyon.
Gare du Nord.
La Plaine-Landy.
Le Bourget-Bobigny.
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris.
CREDIT LYONNAIS — Levallois.
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (Hôpital Charles Nicolle) — Rouen.
IMPRIMERIE DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux.
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE - Paris.
QUAIS ET DOCKS — Marseille.
URBAINE ET LA SEINE — Paris.

LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Une remarquable entreprise commerciale

A la veille de l'ouverture des Jeux Olympiques d'hiver, une crise a éclaté entre le Comité International Olympique et la Fédération Internationale soutenue par les fabricants de skis et les skieurs eux-mêmes.

Le C.I.O. venait de découvrir que la publicité des marques de skis exhibées par les champions était incompatible avec l'esprit d'amateurisme qui doit présider aux manifestations olympiques.

Ce fut un beau tollé. Pour avoir osé rappeler l'idéal qui animait Pierre de Coubertin, fondateur des Jeux Olympiques actuels (à noter cependant qu'il ne fut jamais partisan des Jeux d'hiver), M. Brundage se vit fort maltraiter par toute la presse sportive : personnage « antédiluvien et d'esprit irrationnel », le président du C.I.O. était plus simplement qualifié par « L'Equipe » de « vieil aristocrate débarrassé de tout souci provenant des contingences pécuniaires, amateur d'art, esthète, mais incapable par snobisme intellectuel et par tendance évangélique, de discerner les vraies clauses morales qui commandent désormais la pratique du sport de haute compétition. » M. Brundage étant américain, on insinua même qu'il s'agissait d'une manœuvre des capitaux U.S. pour couler la jeune et florissante industrie française du ski et des sports d'hiver. Et d'opposer au richissime « fossile U.S. » les petits skieurs français, prolétaires du sport et qui ne peuvent vivre qu'avec le soutien des marchands d'équipement sportif. La presse sportive a toujours eu la plume lyrique, en l'occurrence elle l'eut grossière, cocardière et démagogique.

M. Brundage a fait en partie triompher ses vues puisque les sportifs devront désormais éviter d'exposer les marques qui les « financent ».

Il s'agit évidemment d'un compromis qui ne sauve même pas la face. Mais là n'est pas la question. En fait, la discussion a eu le mérite de mettre en valeur les véritables bases économiques et sociales du sport d'aujourd'hui et d'entériner une réalité bien vivante. Les uns avec Brundage feignent de découvrir le visage odieusement mercantile du sport capitaliste, les autres l'ont depuis longtemps admis dans les faits et en tirent profit. En réalité, les uns comme les autres sont les entrepreneurs de cette foire au muscle, qu'est le sport capitaliste. A ce titre, la querelle spectaculaire du C.I.O. fait partie du jeu et ne représente qu'une manifestation de purisme destinée à redorer le blason terni des Jeux Olympiques.

Car plus personne aujourd'hui ne peut croire à « l'esprit des jeux ». Conformément à la tradition antique, le maire de Grenoble a appelé les peuples combattants à observer une trêve pendant la durée des Jeux d'hiver, mais sa voix n'a guère dépassé les limites du conseil municipal. Ce cérémonial ne correspond plus à rien — si même il a jamais correspondu à quelque chose ? — Quant à l'amateurisme des Jeux, clause fondamentale de la participation olympique, ce n'est plus qu'une clause de style que le monde sportif, on l'a vu, était prêt à jeter par-dessus bord.

Il n'est pas question de regretter que cette fiction maintenue artificiellement soit aujourd'hui rejetée sans autre forme de procès. Au contraire, elle montre à nu le vrai visage du sport capitaliste. Un sport qui cultive la vedette et le super-champion parce qu'ils rapportent, un sport réservé à une minorité que l'on entraine comme des chevaux de course, un sport qui se nourrit de l'argent de millions de spectateurs, sportifs en chambre, ivres de chauvinisme et d'auto-excitation ; un sport qui est avant tout une gigantesque affaire commerciale et l'une des opérations les plus conséquentes d'abrutissement collectif.

Depuis des mois, la presse et la radio nous rebattent les yeux et les oreilles de publicité pour le vin truc ou le dentifrice chose choisis pour le village olympique depuis des mois, sous la houlette autorisée des Malraux, Pompidou et de Gaulle ; la bourgeoisie française et son gouvernement s'efforcent de faire des X[e] Jeux Olympiques une entreprise rentable pour le prestige et le commerce français. Et du rasoir machin à la Maison de la Culture de Grenoble, ce qui domine les opérations, c'est le souci de la rentabilité.

La place qu'occupe le sport dans tout cela ? Celle que lui impose la société dans laquelle nous vivons. Car rien ne saurait être au-dessus de la division de la société en classes et entre les mains de la bourgeoisie le sport est devenu une aliénation supplémentaire.

Michèle TOURNY.

Le revers de la médaille

X[e] Jeux Olympiques d'hiver ; de gros titres dans les journaux, des émissions spéciales, la course aux médailles, la publicité, les affaires que l'on dit en « Or »... tout cela, sans compter les oriflammes et le stabile de Calder devant la nouvelle gare, tout cela pour le public, c'est le grand spectacle des Jeux. Mais en réalité ce déploiement de parade de foire et de trains spéciaux, n'est réservé en tant que spectacle, qu'à une infime minorité de Français et à presqu'aucun Grenoblois.

LE TEMPS D'ALLER AUX JEUX

En effet, aucun ouvrier ne peut songer à assister aux épreuves.

Une usine, qui se prétend sociale, et qui est la plus grosse entreprise de métallurgie de la région, Merlin-Gerin, a changé ses horaires: les employés et ouvriers travaillent, pendant la durée des Jeux, de 6 heures à 13 heures 30, ce qui, en principe, leur permettrait d'assister aux épreuves si... ils en avaient les moyens. En réalité, si les patrons de Merlin-Gerin ont changé leurs horaires, c'est surtout parce qu'ils craignaient que les transports urbains et suburbains qui amènent les quelque 6 000 ouvriers de leur entreprise ne puissent assurer le transport, à cause des embouteillages monstres prévus, et réels dans toute la ville.

D'autres entreprises, généreuses (c'est le cas de Progil), ont donné l'autorisation à leurs ouvriers de sortir une heure plus tôt le 6 (à leur compte bien sûr) pour voir passer la flamme oyimpique, devant l'usine.

D'autres encore (Neyrpic par exemple) ont « donné » l'après-midi du lundi 6, jour de l'ouverture... Cette après-midi sera récupérée le samedi 24 février...

Comme on le voit, tout le monde a fait tout ce qui était en son pouvoir pour encourager le sport.

... ET L'ARGENT

Mais, même si on avait donné des congés payés aux ouvriers de la région, il y a fort à parier qu'aucun n'aurait eu les moyens de s'offrir le spectacle.

Pour se rendre dans les stations où se déroulent les épreuves, chaque aller et retour, chaque jour, coûte 10 F. Les places, aux différentes compétitions, reviennent au minimum à 20 F, et elles ne sont pas très bonnes, à ce prix-là. Pour avoir une bonne place, il faut compter aux environs de 50 F. Si l'on calcule donc le prix pour une famille de 2 enfants, pour une journée, cela revient à 120 F, en se contentant de places médiocres. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes : aucun prolétaire ne peut s'offrir ce luxe.

Pourtant les Grenoblois n'auront pas tout perdu des Jeux : ils vont payer, pendant dix ans au moins, et ils ont déjà commencé d'ailleurs...

...DES IMPOTS.

Quand on prend, depuis septembre dernier, un billet en gare de Grenoble, on paie une taxe de 60 centimes à 1,50 F. Ceci pour payer les intérêts d'un emprunt lancé par la ville, et garanti par la S.N.C.F.. Or, quand on habite une des banlieues de Grenoble, ou du moins une des villes qui alimentent Grenoble en travailleurs se déplaçant par le train, cela fait une très notable augmentation du prix du transport, de l'ordre de 5 à 10 % dans certains cas.

D'autre part, la cote mobilière, impôt prélevé sur tous les appartements, par la municipalité, a doublé en deux ans : un appartement pour lequel on payait, en 1965, 265,50 F par an, on a en 1966 364,40 F, et en 1967, 486,10 F.

Et ce n'est pas fini, puisque les augmentations doivent être chaque année de 30 %...

On peut citer le cas d'un retraité qui a pour vivre 400 F par mois et qui, cette année, paie 380 F de cote mobilière... S'il ne peut pas payer, qu'il déménage, c'est du moins ainsi que l'entendent les « financiers » de la ville.

Mais ce n'est pas seulement sur les taxes et impôts divers qu'ont lieu les augmentations ; des statistiques récentes remarquaient que la ville, qui subit un abattement de zone sur le plan des salaires, a atteint, sur celui des prix des denrées alimentaires, un niveau supérieur à Paris.

... DES C.R.S....

Enfin, non seulement on paie les Jeux sans y aller, mais on a en plus la « chance » d'en subir tous les inconvénients

Toute une campagne a été faite, avant l'ouverture des Jeux, pour inciter les Grenoblois à ne pas utiliser leur voiture pour se rendre dans le centre, campagne appuyée, bien entendu, par la menace de mettre les voitures à la fourrière en cas de stationnement interdit (et il l'est presque partout), et d'amendes diverses. Le résultat, c'est qu'il faut être rentré chez soi à 20 heures 30, heure à laquelle s'arrêtent la plupart des autobus et trolleys.

Enfin les C.R.S. pullulent, hébergés le plus souvent dans les écoles, fermées pour congés olympiques (mais professeurs et élèves devront récupérer), et réglant la circulation tout en assurant aux patrons que « la trêve olympique », si elle n'a pas eu d'écho sur le plan international, sera respectée dans l'agglomération.

... ET DU TRAVAIL GRATUIT

Ceux qui ont de la chance pourtant, ce sont les jeunes de la région qui font leur service militaire dans les Chasseurs Alpins. En effet, depuis le mois d'octobre, des centaines d'entre eux ont passé des milliers d'heures à charrier la neige pour construire les pistes, qui ont fondu et qu'il a fallu reconstruire à trois reprises, et ceci pour la modique somme de 30 centimes par jour. C'est ce qu'on peut appeler de la main-d'œuvre gratuite pour les organisateurs !

On compte que pour l'ensemble des Jeux, une somme de 125 milliards d'anciens francs a été investie et que sur ce chiffre, un peu plus de 22 milliards sont au compte de la municipalité, donc des travailleurs de la ville.

Des Jeux, ils ne verront rien, si ce n'est l'addition.

C'est cela sans doute que, dans notre société, on appelle l'encouragement au sport amateur et populaire.. .

F.D. SABRAT.

ET ÇA MONTE, ÇA MONTE

Plusieurs rues sont rendues impraticables par la marée envahissante des ordures non ramassées. Au fond, des pompiers... transformés en incendiaires (Photo U.P.I.)

NEW YORK est menacée. Les rats circulent dans les rues. On craint une épidémie de typhoïde.

Le F.N.L. n'y est pour rien et n'a pas rendu aux villes américaines ce que les troupes U.S. font aux villes vietnamiennes.

La raison est plus simple, bien que fondamentalement du même ordre : les éboueurs de New York sont en grève depuis huit jours.

Depuis huit jours les ordures s'accumulent dans les rues à tel point que dans certaines, les voitures ne peuvent plus circuler. Les égouts sont bouchés.

Les pompiers, tels ceux du film Fahrenheit 481, au lieu d'éteindre les feux, sont occupés à brûler, à même les rues, les immondices pour limiter l'invasion des rats et les risques d'épidémie.

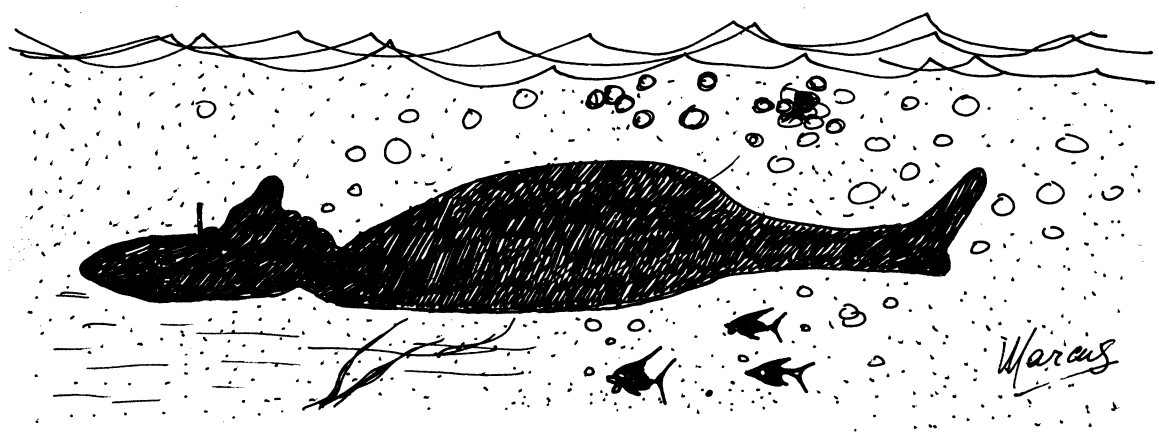
Les villes modernes voient chaque jour s'accroitre les innovations techniques dans tous les domaines mais, dans celui-là, on en est encore au ramassage à la main. Même dans la plus grande ville de la plus « civilisée » des nations. Qui plus est, paraît-il, les mille et une innovations de la vie moderne : emballages plastiques des denrées, cartons multicolores et gigantesques pour la moindre poudre à récurer, toutes choses emballant ou entourant l'objet consommable pour le rendre plus tentant et plus désirable pour celui qui circule dans les allées des super-marchés, ont multiplié par dix le volume des ordures ménagères à collecter chaque jour.

Parce que les plus humbles, les plus méprisés des travailleurs, ceux qui débarrassent la Mégalopolis de ses sanies, ont décidé de se croiser les bras parce qu'on ne voulait pas les payer un peu moins mal, l'une des plus grandes villes du monde étouffe dans ses excréments comme un monstrueux bébé qu'on aurait oublié de changer.

F. M.

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons que le Gouverneur de l'Etat de New York est intervenu dans le conflit et a donné satisfaction aux éboueurs... Ils ont donc trouvé le moyen de se faire entendre !

TOP SECRET



Révélation sur le sous-marin français « haute performance »